Agriculture et Agroalimentaire Canada | Agriculture and Agri-Food Canada

Au service de l'agriculture

Ministres de l'Agriculture du Canada

1867-1997

630.4
C212
P 1990
1998
fr.
c.3

Canada

CANADIAN AGRICULTURE LIBRARY
Agriculture and Agri-Food Canada /
Agriculture et Agroalimentaire Canada
Canadian Agriculture Library
Bibliothèque Canadienne de l'agriculture
Ottawa, Ontario K1A 0C5
BIBLIOTHÈQUE CANADIENNE DE L'AGRICULTURE

Digitized by the Internet Archive
in 2011 with funding from
Agriculture and Agri-Food Canada – Agriculture et Agroalimentaire Canada

http://www.archive.org/details/auservicedelagri00mcgr

Préface

L'agriculture est l'un des portefeuilles les plus complexes et les plus exigeants du gouvernement du Canada. L'industrie est diversifiée, englobant une variété de thèmes et d'enjeux touchant la conservation et les ressources aussi bien que la technologie de la transformation et le commerce international. Le secteur de l'agriculture et de l'alimentation représente des entreprises grandes et petites. Il est à la fois l'enjeu de négociations commerciales internationales complexes et un mode de vie traditionnel pour des milliers de familles agricoles. Finalement, ce secteur ne se limite pas aux collectivités rurales, il touche aussi la fabrication, la transformation et les géants du transport qui oeuvrent en milieu urbain. Depuis les premiers colons qui ont débarqué à Grosse Île jusqu'aux acheteurs asiatiques qui goûtent notre sirop d'érable à l'occasion des missions commerciales, le ministère veille sur une industrie qui, à de nombreux égards, définit le caractère unique du Canada.

Il n'a pas été facile de résumer la carrière et la contribution de chacun de ces ministres. Certains ont occupé le poste pendant plusieurs années ou mandats, d'autres seulement quelques mois. Il est difficile de dresser le profil d'un ministre qui a été en fonction pendant 22 ans selon la même formule que pour celui qui a exercé ses fonctions pendant trois mois, mais j'ai fait de mon mieux. Si vous relevez une erreur ou une omission importante, veuillez nous la signaler.

Le ministère a eu à sa tête une variété de personnalités et de talents. Certains étaient des agriculteurs, d'autres non. Certains étaient des routiers de la politique passant par un de leurs nombreux rôles, tandis que pour d'autres, la fonction de ministre de l'Agriculture a été déterminante dans leur vie politique et professionnelle. En période de crise, de triomphe ou de controverse, chaque ministre a laissé son empreinte sur le ministère. Certains en sont partis pour assumer d'autres portefeuilles, pour diriger un gouvernement provincial ou pour accepter des nominations de directeur, sénateur ou lieutenant-gouverneur. Le ministère n'a pas encore servi de tremplin à un premier ministre, mais qui sait.

Les profils qui suivent racontent l'histoire de notre ministère, de notre secteur et de notre pays depuis 130 ans. Je veux remercier mes collègues de la bibliothèque de leur aide, ainsi que les ex-ministres Bud Olson, Eugene Whelan, John Wise, Don Mazankowski et Charlie Mayer qui ont accepté d'accorder une entrevue pour ce projet.

Janyce McGregor
Bibliothèque canadienne de l'agriculture
Septembre 1997

Introduction

Lorsque je réfléchis à mes prédécesseurs au poste de ministre de l'Agriculture, j'avoue recevoir une petite leçon d'humilité.

Je sais de quel matériau étaient construits certains de ceux qui m'ont immédiatement précédé, mais il y en a tant d'autres. D'où toute la valeur que ce livre représente pour moi. À chaque page, transparaît la nature stimulante et évidemment exigeante du portefeuille qui leur a été confié. Le premier de tous les ministres de l'Agriculture du Canada, Jean-Charles Chapais, est à peine nommé qu'il doit affronter la menace d'une épidémie de fièvre du Texas, transmise par des bovins à cornes importés. Le troisième, John Henry Pope, lutte déjà, dès les années 1880, avec l'épuisement des sols vierges. Et, dans les années 1890, le ministère, sous la houlette de John Carling, expérimente 300 variétés de pommes de terre et poste de l'information à quelque 30 000 agriculteurs.

Ce que ce livre saisit par-dessus tout, c'est le caractère humain de la charge; les expériences et les triomphes de cette dernière revêtent un nombre surprenant de formes. Après la Première Guerre mondiale, par exemple, le ministère parraine des concours de ponte pour stimuler la performance des troupeaux de volailles : la championne canadienne inscrira un record mondial de 351 œufs en une seule année !

Je le confesse en toute honnêteté, ce genre d'anecdotes me passionne — comme, de fait, me passionne l'industrie agricole et agroalimentaire du Canada. Toute ma vie, j'ai vécu dans l'agriculture et je m'en suis imprégné. C'est un secteur d'activité incroyable, qui offre des occasions époustouflantes de croissance.

En ma qualité de 27e ministre de l'Agriculture du Canada, j'aurai le privilège de piloter le ministère au cours des quelques prochaines années — le secteur est alors en position de figurer en bonne place pour avoir contribué à l'atteinte des objectifs du Canada : stimuler la croissance économique et recueillir les bienfaits de la libéralisation des échanges commerciaux.

Il ne s'agit pas d'orientations nouvelles pour le Canada. En 1876, le quatrième ministre de l'Agriculture, Luc Letellier de Saint-Just, fera preuve de finesse en relations internationales, alors que le Canada participera pour la première fois à une manifestation commerciale, l'Exposition internationale de Philadelphie. Au cours des 130 années d'existence du pays, les échanges commerciaux revêtiront de plus en plus d'importance. Grâce en grande partie aux efforts de mes prédécesseurs, nous avons très bien tiré notre épingle du jeu. Nos produits alimentaires sont parmi les meilleurs du monde et, de toute évidence, le monde le sait.

La marque de commerce des années 1990 est le partenariat : l'industrie travaille à projeter le Canada sur la scène planétaire. C'est par le partenariat que le Canada continue de consolider sa réputation de producteur d'aliments de qualité et d'aliments sûrs, sa réputation de maître d'une science et d'une technologie agricoles de calibre mondial et sa réputation d'innovateur. Voilà les clés qui nous ouvrent les marchés partout dans le monde, au profit de tous les Canadiens.

Ma longue participation à l'agriculture m'a enseigné de respecter profondément le secteur et ses gens. L'histoire enseigne ce que peuvent accomplir, génération après génération, les gens qui garnissent les tables du pays et, évidemment, celles du monde entier.

Nous bâtissons sur des fondations anciennes, mais solides, à l'entretien desquelles des gens déterminés et talentueux ont veillé, partout dans le pays. Cette force, cet esprit d'équipe nous permettront de continuer à relever les défis que nous lance le marché. Je suis fier d'y contribuer.

Lyle Vanclief
Ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire et ministre à la coordination des affaires rurales

Ministres canadiens de l'Agriculture depuis la Confédération*

Jean-Charles Chapais
1867/07/01 - 1869/11/15

Christopher Dunkin
1869/11/16 - 1871/10/24

John Henry Pope
1871/10/25 - 1873/11/05
1878/10/17 - 1885/09/24

Luc Letellier de Saint-Just
1873/11/07 - 1876/12/14

Charles Alphonse Pantaléon Pelletier
1877/01/26 - 1878/10/08

John Carling
1885/09/25 - 1892/11/24

Auguste-Réal Angers
1892/12/07 - 1895/07/12

Walter Humphries Montague
1895/12/21 - 1896/01/05
1896/01/15 - 1896/07/08

Sydney Arthur Fisher
1896/07/13 - 1911/10/06

Martin Burrell
1911/10/16 - 1917/10/12

Thomas Alexander Crerar
1917/10/12 - 1919/06/11

Simon Fraser Tolmie
1919/08/12 - 1921/12/29
1926/07/13 - 1926/09/25

William Richard Motherwell
1921/12/29 - 1926/06/28
1926/09/25 - 1930/08/07

Robert Weir
1930/08/08 - 1935/10/23

James Garfield Gardiner
1935/11/04 - 1957/06/21

Douglas Scott Harkness
1957/06/21 - 1960/10/10

Francis Alvin George Hamilton
1960/10/11 - 1963/04/22

Harry William Hays
1963/04/22 - 1965/12/17

John J. Greene
1965/12/18 - 1968/07/05

Horace Andrew (Bud) Olson
1968/07/06 - 1972/11/26

Eugene Francis Whelan
1972/11/27 - 1979/06/03
1980/03/03 - 1984/06/29

John Wise
1979/06/04 - 1980/03/02
1984/09/17 - 1988/09/14

Ralph Ferguson
1984/06/30 - 1984/09/16

Donald Frank Mazankowski
1988/09/15 - 1991/04/20

William Hunter McKnight
1991/04/21 - 1993/01/04

Charles James Mayer
1993/01/04 - 1993/11/04

Ralph Goodale
1993/11/04 - 1997/06/11

** À l'exclusion des intérims*

Les informations apparaissant dans le présent ouvrage
ont été recueillies en 1997.

Publication 1990/F
On peut obtenir des exemplaires
à la Bibliothèque canadienne de l'agriculture
Agriculture et Agroalimentaire Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0C5

© Ministre des travaux publics et Services gouvernementaux Canada 1998
No. de cat. : A22-183/1998F
ISBN : 0-662-83362-7

Also available in English: 1990/E - *Serving Agriculture*
Canada's Ministers of Agriculture
1867-1997

Imprimé sur du papier recyclé avec de l'encre à base d'huile végétale.

Au service de l'agriculture

Ministres de l'Agriculture du Canada

1867-1997

Agriculture et Agroalimentaire Canada | Agriculture and Agri-Food Canada

Jean-Charles Chapais

Du 1er juillet 1867 au 15 novembre 1869

Jean-Charles Chapais

(1811-1885)

Lieu de naissance
Rivière-Ouelle (Bas-Canada)

Circonscription fédérale
Kamouraska (Québec)

Études
Collège de Nicolet (1824-1830)

Antécédents professionnels
Marchand général, propriétaire de pêcherie et exploitant bovin, contribution à la création de l'église locale, de la bibliothèque

Appartenance politique
Conservateur

« Travailler à la prospérité de l'Agriculture pour moi, l'habitant et si longtemps le représentant d'une des plus belles régions agricoles de la province de Québec, n'est pas seulement un devoir, mais c'est un plaisir et une jouissance. »
— Jean-Charles Chapais, lettre à ses partisans, le 8 juillet 1867

Carrière politique

Les Chapais faisaient partie de ces familles prospères et actives en politique qui ont guidé le développement de la communauté paroissiale de Saint-Denis. Jean-Charles Chapais en a été le premier maire, tandis que son beau-père Amable Dionne, riche négociant et seigneur, représentait Kamouraska dans le gouvernement colonial.

Dionne a encouragé Chapais à se présenter aux élections de l'Assemblée législative lorsqu'un siège s'est libéré. Après une première tentative infructueuse, Chapais était élu en 1851 et allait conserver son siège pendant quatre élections consécutives.

En 1864, une coalition de partis convenait de proroger l'Assemblée afin de concentrer ses efforts à la création de la Confédération pour mettre fin à l'impasse politique entre le Haut-Canada et le Bas-Canada, maintenant les provinces de l'Ontario et du Québec. Chapais a été nommé commissaire des travaux publics et il a siégé au cabinet pour toute la durée des conférences et débats sur la Confédération. Il a créé le chemin de fer Intercolonial et vu à l'expansion du Grand Trunk Railway — l'infrastructure qui rendait possible la Confédération.

Le 1er juillet 1867, Chapais devenait le premier titulaire du ministère de l'Agriculture du Canada. Il connaissait bien l'industrie, étant l'auteur d'un rapport en 13 sections sur l'agriculture du Québec publié en 1851.

Quelques semaines plus tard, il était candidat pour représenter Kamouraska aux paliers provincial et fédéral. Des émeutes et un scandale à propos d'irrégularités dans la procédure de scrutin ont entraîné l'annulation de l'élection et la circonscription a perdu son droit d'être représentée pour deux ans. Chapais a été élu sans opposition pour représenter Champlain à l'Assemblée nationale du Québec en décembre 1867 et il a été nommé au Sénat en janvier 1868.

Au fil des années, le portefeuille de l'agriculture est devenu accablant pour Chapais. De plus, son parti perdait de la popularité en raisons des pressions auxquelles devait répondre le gouvernement d'un nouveau pays. Le premier ministre John A. Macdonald devait trouver de nouveaux visages pour le cabinet, en particulier des députés de la Chambre des communes. Chapais a été transféré au portefeuille du receveur général, poste moins exigeant mais ingrat. En 1873, il démissionnait du cabinet, désillusionné de la vie à Ottawa, pour consacrer plus de temps à sa famille et à ses affaires. Il a continué de siéger comme sénateur jusqu'à son décès en 1885.

Enjeux de l'industrie

Le paysage agricole canadien du 19e siècle se caractérisait par la diversité des climats, des sols et des saisons de culture. Des régions comme le Québec étaient exploitées depuis des générations, tandis que d'autres, comme les Territoires du Nord-Ouest, n'avaient pas encore été colonisées.

Les premiers agriculteurs et les colons n'avaient pas de temps et de ressources à consacrer à leurs propres problèmes. Le ministère a d'abord agi dans un domaine de préoccupation immédiate, l'effet des maladies animales sur la production laitière et du bétail.

Évolution du ministère

Avant la Confédération, la province du Canada comptait un bureau de l'agriculture de faible envergure et relativement inefficace. Chapais dirigeait un petit bureau de seulement 23 commis à Ottawa, en contraste frappant des milliers de spécialistes que le ministère emploie dans les années 1990.

En 1868, le gouvernement fédéral a adopté une loi pour créer et structurer le ministère de l'Agriculture. Son mandat débordait des secteurs agricoles classiques pour englober l'immigration et l'émigration, la santé publique et la quarantaine, l'Hôpital de la marine et des émigrants de Québec, les arts et manufactures, le recensement, la statistique et l'enregistrement, les brevets, le droit d'auteur, les dessins industriels et les marques de commerce.

Les premiers rapports annuels mentionnent à peine l'agriculture, s'attardant à des préoccupations coloniales plus pressantes comme l'immigration.

Réalisations du ministre

Le premier acte consigné de Chapais a été un décret en conseil du 13 août 1868, interdisant l'importation en Ontario et au Québec de bêtes à cornes des États-Unis. Une épidémie de fièvre du Texas chez le bétail menaçait de contaminer le bétail transporté par train. Chapais a nommé les deux premiers inspecteurs agricoles canadiens pour appliquer l'interdiction à deux passages frontaliers de l'Ontario.

L'*Acte relatif aux maladies contagieuses qui attaquent les animaux,* adopté en 1869, constituait la première mesure législative du ministère. Les agriculteurs qui tentaient d'établir des troupeaux de bétail avaient besoin de protection contre la peste bovine et d'autres maladies européennes.

Le premier vétérinaire inspecteur en chef du Canada surveillait les inspections et les quarantaines dans les ports maritimes et aux passages frontaliers avec les États-Unis pour empêcher les bêtes malades d'arriver au Canada. Les maladies établies faisaient l'objet d'un suivi et d'un contrôle. Ces principes fondamentaux d'inspection et de contrôle des maladies font toujours partie de l'actuelle *Loi sur la santé des animaux* (1990).

Faits notables

- Le premier chef de gouvernement du Canada, Sir John A. Macdonald, avait surnommé Chapais « ma petite nonne » à cause de son dévouement pour l'Église catholique et les institutions civiles des Canadiens français.

- Chapais était délégué à la Conférence de Québec de 1864, où l'on a débattu et adopté les 72 résolutions qui ont mené à la Confédération canadienne. Dans le célèbre portrait de Robert Harris, il est l'un des Pères de la Confédération assis à la table.

- Le docteur J. C. Taché, premier sous-ministre du ministère, était un allié de confiance de Chapais, originaire de Kamouraska et neveu de l'ancien leader québécois Étienne-Pascal Taché.

- Deux des adversaires politiques de Chapais à Kamouraska allaient également devenir ministre de l'Agriculture.

Agriculture et Agroalimentaire Canada

Agriculture and Agri-Food Canada

Christopher Dunkin

Du 16 novembre 1869 au 24 octobre 1871

Christopher Dunkin

(1812-1881)

Lieu de naissance
Walworth (Angleterre)

Circonscriptions fédérales
Drummond-Arthabaska, Brome (Québec)

Études
Université de Londres ; Université de Glasgow ; Université Harvard

Antécédents professionnels
Professeur à Harvard ; rédacteur en chef du *Morning Courier* de Montréal ; secrétaire de la commission de l'éducation de Lord Durham (1838) et de la commission sur le service postal (jusqu'en 1842) ; secrétaire provincial adjoint, Canada-Est, 1842-1847 ; admis au barreau en 1846, pratique du droit à Montréal, puis à Knowlton (Québec) ; a siégé au conseil de l'instruction publique en 1859

Appartenance politique
Conservateur

Carrière politique

Christopher Dunkin a essuyé une défaite dans sa première tentative pour représenter Drummond à l'Assemblée législative coloniale en 1844. Plus heureux à sa deuxième tentative, sa réussite a été de courte durée : élu à l'Assemblée en 1858 pour représenter Drummond-Arthabaska, il perdait son siège en 1861. Finalement, à force de persévérer, Dunkin était élu dans Brome, un siège qu'il a conservé de 1862 à la Confédération.

Dunkin a contribué à la crise politique qui devait aboutir à la Confédération canadienne en refusant d'appuyer le gouvernement de ses collègues conservateurs John A. Macdonald et Étienne-Pascal Taché en 1864. Le retrait de son vote privait leur ministère de la majorité nécessaire pour conserver le pouvoir. Le blocage législatif issu de la chute du gouvernement a mené en désespoir de cause à la coalition de partis qui allait réaliser la Confédération. Détail ironique, Dunkin, qui représentait la minorité anglo-protestante des Cantons de l'Est du Québec, s'est opposé à la Confédération pendant les débats parlementaires de 1865. Il prédisait que le nouveau pays compterait trop de différences régionales, raciales, religieuses et politiques pour se développer comme nation.

En 1867, Dunkin était élu député de Brome à la fois à la Chambre des communes et à l'Assemblée nationale du Québec. Il devait refuser un poste au cabinet du Québec parce que le premier ministre désigné, Joseph Édouard Cauchon, refusait de présenter et soutenir un projet de loi donnant leurs propres écoles aux protestants. Pierre Joseph Olivier Chauveau, ex-associé de Dunkin, était mieux disposé envers les protestants. Chauveau est devenu premier ministre et il a constitué le premier gouvernement provincial du Québec. Dunkin a été son trésorier de 1867 à 1869, exerçant une telle influence que l'on parlait du gouvernement Chauveau-Dunkin.

En 1869, le premier ministre Macdonald remaniait son cabinet et il lui fallait un nouveau représentant du Québec anglophone. Lorsque son premier choix, John Henry Pope, a refusé cette nomination (pour l'accepter deux ans plus tard), Macdonald a nommé Dunkin à l'Agriculture. Toutefois, Dunkin éprouvait des problèmes de santé et ses appuis politiques s'effritaient. En 1871, il démissionnait et quittait la vie politique pour devenir juge puîné à la Cour supérieure du Québec, fonction qu'il a occupée jusqu'à son décès en 1881.

Évolution du ministère

Dunkin possédait une ferme d'envergure industrielle de 316 acres à Knowlton, sur le lac Brome, et connaissait bien les enjeux agricoles. Comme pour son prédécesseur Chapais, la plupart de ses dossiers au ministère de l'Agriculture présentaient peu de points communs avec les éléments qui semblent importants dans la politique agricole d'aujourd'hui. Les rapports annuels de l'époque traitent de questions d'immigration et de la cueillette de statistiques.

Réalisations du ministre

Le seul problème agricole que semble avoir affronté Dunkin est provenu d'une brève période d'alarme à propos d'un retour de la peste bovine qui avait poussé Chapais à interdire l'importation de bétail à cornes américain pendant quelques semaines en 1868. En 1870, à l'issue d'une enquête par des fonctionnaires ontariens, Dunkin concluait que ces craintes étaient sans fondement.

Faits notables

- Dunkin semble avoir laissé un héritage politique plus imposant comme ministre des Finances du Québec que comme ministre de l'Agriculture du Canada.

- Dunkin amorçait ce qui allait devenir une tradition pendant plus d'un siècle dans la politique québécoise, la nomination d'un député anglophone comme trésorier du Québec.

- Dunkin avait des opinions avant-gardistes sur les questions fédérales-provinciales, préconisant fortement l'égalité des gouvernements en manifestant, selon son biographe Pierre Corbeil, une perception véritablement québécoise de la politique et de la Constitution. Dunkin croyait que le gouvernement provincial devait s'occuper activement de l'expansion économique du Québec, même si les provinces dépendaient d'Ottawa pour leurs recettes.

Agriculture et Agroalimentaire Canada | Agriculture and Agri-Food Canada

John Henry Pope

Du 25 octobre 1871 au 5 novembre 1873
et du 17 octobre 1878 au 24 septembre 1885

John Henry Pope

(1824-1889)

Lieu de naissance
Canton d'Eaton (Bas-Canada)

Circonscription fédérale
Compton (Québec)

Études
Compton High School

Antécédents professionnels
Agriculteur, investisseur et promoteur à Cookshire (Québec) ; propriétaire, président ou directeur d'une scierie, d'une société ferroviaire, d'une banque, d'un service public et d'une filature de laine à carder

Appartenance politique
Conservateur

« Ce ministère, bien que responsable ... du sujet de l'agriculture, ne s'en est pas occupé jusqu'à maintenant, si ce n'est qu'indirectement ... Ce sujet est pourtant de la plus grande importance pour le Canada et la direction, bien organisée, pourrait rendre de précieux services ... en facilitant l'amélioration de notre agriculture ... pour aider nos agriculteurs à concurrencer ceux des autres pays. »
— John Henry Pope, rapport annuel du ministère de l'Agriculture, 1871

Carrière politique

Pope a représenté son canton au conseil de comté de Sherbrooke au cours des années 1840. Candidat à un siège au gouvernement colonial, il n'a pas réussi à se faire élire en 1851, 1853 et 1854, pour être élu sans opposition à l'Assemblée législative en 1857. Il a représenté la circonscription de Compton à l'Assemblée, et plus tard à la Chambre des communes, jusqu'à son décès en 1889. Une fois élu, il s'est avéré un député populaire. Il a souvent été élu sans opposition ou par de fortes majorités.

Comme pour bien d'autres politiciens de l'époque de la Confédération, le mélange des activités politiques et commerciales de Pope a souvent provoqué des controverses. Il a participé à des transactions foncières douteuses et ses efforts en vue d'obtenir un lien ferroviaire pour son comté et ses entreprises l'ont empêtré dans une toile de compromis avec des fonctionnaires locaux, provinciaux et fédéraux.

La ferme de Pope a été son premier intérêt commercial et son plus constant. Il a été l'un des premiers Canadiens à tenter d'améliorer son cheptel bovin en important des bêtes de pure race. Lorsqu'il a été nommé ministre de l'Agriculture en 1871, il devait être le premier titulaire à se concentrer sur les questions agricoles. Pope a démissionné avec le reste du cabinet de Macdonald lors du scandale du chemin de fer du Pacifique (CPR) en 1873. Lorsque les Conservateurs ont repris le pouvoir en 1878, Pope est retourné à son portefeuille. Au cours de ce deuxième mandat, Pope est également devenu ministre intérimaire des Chemins de fer et des Canaux. Lorsque le gouvernement fut incapable de trouver les capitaux britanniques pour achever le Canadian Pacific Railway (CPR), Pope prit les mesures nécessaires pour garantir le contrat de construction en persuadant Macdonald d'offrir à CPR un prêt controversé de 30 millions $ en 1884, pour permettre l'achèvement des travaux. En 1885, Pope devenait officiellement ministre des Chemins de fer et des Canaux. Malgré un cancer du foie, il continua d'administrer ce portefeuille jusqu'à son décès en 1889.

Enjeux de l'industrie

L'agriculture canadienne traversait une période de transition, d'un système dans lequel les agriculteurs avaient pu compter sur des sols vierges, de plus en plus épuisés par l'exploitation, vers un système plus avancé de gestion des sols. Les agriculteurs avaient besoin de nouvelles techniques pour diversifier leur production et améliorer la productivité et la durabilité de leur exploitation.

La « Politique nationale » des Conservateurs, un régime de tarifs préférentiels visant à promouvoir les échanges est-ouest à travers le Canada, a également favorisé l'expansion de l'agriculture. À mesure que s'amélioraient les méthodes d'expédition du bétail, les maladies et les blessures en transit diminuaient. On importait des bêtes de race plus dispendieuses pour améliorer la qualité du cheptel et des exportations du Canada. Les éleveurs créaient des grandes exploitations bovines au pied des Rocheuses, dans les Territoires du Nord-Ouest.

Évolution du ministère

En 1878, le ministère administrait la nouvelle Bibliothèque du Parlement, les archives publiques naissantes et le recensement national. Il demeurait responsable de l'immigration, car beaucoup d'immigrants arrivaient pour acquérir des fermes ou des terres à cause de la crise de l'agriculture au Royaume-Uni.

Le ministère étendait également ses activités dans le contrôle des maladies des animaux. Il a commencé à décourager l'utilisation de ports américains aux installations sanitaires inférieures lorsqu'il a fallu abattre du bétail canadien atteint de fièvre aphteuse avant qu'il n'arrive au Royaume-Uni. Pope a interdit l'importation de bétail américain en 1879 et 1884, sauf aux points offrant l'inspection et la quarantaine, afin d'éviter une épidémie de pleuro-pneumonie et de protéger la bonne réputation du Canada en matière de contrôle des maladies auprès des responsables britanniques du commerce extérieur.

On dépêchait des inspecteurs ministériels pour appliquer des quarantaines afin de contrôler des maladies du bétail dans des collectivités canadiennes. Pope a été le premier titulaire de l'Agriculture à reconnaître que les producteurs accepteraient de collaborer à des mesures de contrôle des maladies seulement s'ils tiraient un avantage net des interventions gouvernementales. Pour la première fois, on indemnisait les éleveurs dont il fallait abattre les animaux malades.

Réalisations du ministre

Pope a mis en oeuvre les premières tentatives de recueillir des statistiques agricoles et en 1883, il supervisait un système général de rapports sur les récoltes pour le Manitoba et les Territoires du Nord-Ouest. Les résultats indiquaient un important potentiel de production de blé, de colonisation et d'expansion économique dans l'Ouest canadien.

Des expositions canadiennes et internationales faisaient la promotion des produits agricoles canadiens au pays et à l'étranger. Pope veillait à décerner et distribuer des médailles, ainsi qu'à l'organisation et au financement de ces événements.

En 1883, Pope réagissait à des dégâts causés par des insectes en nommant le premier entomologiste du ministère.

Faits notables

- Pope a servi dans la milice pendant la Rébellion du Bas-Canada de 1837.
- Pope était un loyaliste opposé au mouvement annexionniste américain. Il s'est lié d'amitié avec John A. Macdonald lors d'une réunion de la British American League à Kingston. Il devait plus tard faire office d'intermédiaire entre Macdonald et George Brown au cours des négociations sur la Confédération.

Agriculture et Agroalimentaire Canada

Agriculture and Agri-Food Canada

Luc Letellier de Saint-Just

Du 7 novembre 1873 au 14 décembre 1876

Luc Letellier de Saint-Just

(1820-1881)

Lieu de naissance
Rivière-Ouelle (Bas-Canada)

Circonscriptions fédérales
Kamouraska, Grandville (Québec)

Études
Collège de Sainte-Anne de la Pocatière ;
Petit Séminaire de Québec

Antécédents professionnels
Formation de notaire, admis comme notaire public en 1841 et pratique à Rivière-Ouelle

Appartenance politique
Libéral

« Son esprit entreprenant et aventureux, ses connaissances légales et sa facilité de parole le prédestinaient à entrer dans la carrière politique. »
— Philippe-Baby Casgrain, *Letellier de Saint-Just et son temps*

Carrière politique

Letellier a eu son baptême de la politique en se présentant contre le premier ministre de l'Agriculture du Canada, Jean-Charles Chapais. Letellier n'a remporté que la première de cinq joutes électorales contre Chapais à Kamouraska, pour siéger brièvement à l'Assemblée législative coloniale en 1851. Ces affrontements politiques étaient rudes et acharnés, marqués par la violence et la corruption de part et d'autre. Les deux candidats comptaient sur l'appui de leur parenté et sur les rivalités locales.

Après 10 années de défaites, Letellier a été nommé représentant de Grandville au conseil législatif en 1860. Il a servi brièvement comme ministre de l'Agriculture des colonies unies du Canada-Est et du Canada-Ouest en 1863, lorsque la coalition des Rouges (libérale) avait relégué l'alliance des Bleus (conservatrice) à l'opposition.

Letellier s'est d'abord opposé à la Confédération parce qu'il craignait pour l'avenir de la culture française. Il devait éventuellement appuyer l'union et accepter de diriger les Libéraux au Sénat. Comme d'autres leaders politiques de l'époque, Letellier a tenté de se faire élire aussi à l'Assemblée nationale du Québec, mais sans succès.

À la chute du gouvernement Macdonald suivant le scandale du CPR en 1873, le nouveau premier ministre libéral, Alexander Mackenzie, a nommé Letellier ministre de l'Agriculture et leader du Sénat.

Trois ans plus tard, au décès du lieutenant-gouverneur du Québec, Mackenzie décidait avec réticence de se départir de Letellier, son bras droit, pour lui confier ce poste. Letellier a été un lieutenant-gouverneur controversé, ayant dissous le gouvernement de Boucher de Boucherville en mars 1878, à cause d'une politique ferroviaire qu'il n'approuvait pas. Le gouvernement fédéral a refusé de tolérer ce que des Conservateurs du Québec qualifiaient de coup d'État. Le premier ministre Macdonald, qui venait d'être réélu, retirait Letellier de ses fonctions en juillet 1879. Letellier a alors pris sa retraite, pour succomber deux ans plus tard à une crise cardiaque dans son foyer de Rivière-Ouelle.

Enjeux de l'industrie

Dans ses fonctions de ministre, Letellier encourageait activement l'importation de semences, de grains et de plantes pour rehausser la qualité et la variété des produits agricoles canadiens. Pour soutenir ce genre d'échanges internationaux, il a préconisé la création d'instituts d'agronomie qui, à l'instar des établissements d'enseignement supérieur et de formation technique en agriculture, devaient produire les spécialistes essentiels au développement de l'agriculture au Canada.

Évolution du ministère

La menace de maladies contagieuses du bétail, cette fois en provenance du Royaume-Uni et d'Europe, a pu être évitée en 1875-76 par une surveillance consciencieuse des importations de bétail dans les ports canadiens et de strictes mesures de quarantaine. Les importateurs ont soutenu ces mesures de prévention.

Une infestation de sauterelles a décimé les cultures du Manitoba au cours de l'été de 1876. Letellier a visité le Manitoba pour constater l'étendue des pertes et il a prêté 60 000 $ aux agriculteurs touchés, « afin de leur éviter la famine et de leur permettre d'acheter les semences nécessaires ». Letellier a également été impressionné par le potentiel agricole du Manitoba.

Le ministère a également eu à s'occuper de l'effet de la pénétration graduelle du doryphore dans l'Est du Canada. En 1876, ces insectes ont été trouvés à bord de vapeurs partant pour l'Allemagne, et le gouvernement impérial de Grande-Bretagne a exigé une enquête sur les mesures préventives que l'on pourrait prendre au Canada pour empêcher une infestation de cet insecte en Europe. Le ministère a recommandé de surveiller la situation dans les ports, et de recueillir à la main, d'écraser et d'empoisonner les insectes et leurs oeufs pour contribuer à contrôler leur avancée au Canada.

Réalisations du ministre

Letellier était un politicien plus qu'un administrateur. Il a cependant travaillé activement à l'organisation du financement et de comités pour assurer la participation du Canada à l'exposition universelle de 1876 à Philadelphie. Pour la première fois, les industries et les produits du Canada avaient une tribune internationale permettant de promouvoir le commerce extérieur.

Fait notable

- Lorsqu'il était lieutenant-gouverneur, Letellier intervenait dans les luttes électorales et il a même carrément refusé de signer un décret en conseil, pour une question de principe. Le procureur général du Québec à l'époque, Auguste-Réal Angers, refusait d'assister aux réceptions à la résidence officielle de Letellier et leur méfiance réciproque devait atteindre un sommet lorsque Letellier a dissous le gouvernement à cause d'une politique ferroviaire controversée. Le public se rangeait du côté de Letellier sur la question, mais non ses collègues libéraux à Ottawa. Angers allait devenir le septième ministre de l'Agriculture du Canada en 1892.

Agriculture et Agroalimentaire Canada | Agriculture and Agri-Food Canada

Charles Alphonse Pantaléon Pelletier

Du 26 janvier 1877 au 8 octobre 1878

Canada

Charles Alphonse Pantaléon Pelletier

(1837-1911)

Lieu de naissance
Rivière-Ouelle (Bas-Canada)

Circonscription fédérale
Kamouraska (Québec)

Études
Collège de Sainte-Anne de la Pocatière ; Université Laval ; École militaire

Antécédents professionnels
Admis au barreau en 1860, pratique du droit à Québec ; directeur de la Quebec and Charlevoix Navigation Co. et de la Quebec Fire Insurance Co.

Appartenance politique
Libéral

Carrière politique

La première campagne électorale de Pelletier a pris fin avant même que les électeurs ne se rendent aux urnes. Recruté par les Libéraux et appuyé par Luc Letellier de Saint-Just, rival de longue date de Jean-Charles Chapais, Pelletier s'est présenté contre Chapais dans la première élection à la Chambre des communes en 1867. Des irrégularités dans la liste électorale et des émeutes poussèrent les responsables à refuser de tenir le scrutin, ce qui allait priver Kamouraska d'un représentant pendant deux ans.

Pelletier a fini par remporter le siège lors d'une double élection complémentaire spéciale, tenue en 1869 pour choisir des députés aux gouvernements tant fédéral que provincial. Pelletier a siégé comme député de Kamouraska jusqu'en 1877. Il a également représenté le Québec-Est à l'Assemblée nationale du Québec de 1873 jusqu'à l'abolition de la double représentation en 1874.

En 1877, Pelletier était nommé ministre de l'Agriculture et sénateur. Son mandat de ministre a pris fin avec la défaite du gouvernement libéral, en septembre 1878.

Pelletier a été nommé président du Sénat en 1896, et il a siégé jusqu'en 1901. Il a alors démissionné du Sénat pour accepter la fonction de juge puîné à la Cour supérieure du Québec en 1904.

En 1908, il démissionnait de la Cour supérieure pour devenir lieutenant-gouverneur du Québec, fonction qu'il a exercée jusqu'à son décès à Québec en 1911.

Évolution du ministère

En 1877, Pelletier a jugé nécessaire de modifier le règlement sur la quarantaine du bétail et d'interdire l'importation de bovins communs, ainsi que de pièces de bétail, de paille, de fourrage ou autres produits susceptibles de porter des maladies, afin de protéger le Canada contre la peste bovine qui sévissait en Angleterre et ailleurs en Europe. Une application diligente de la quarantaine a également contribué à empêcher la pénétration au pays de la contagion typhoïde du porc cette même année.

En 1878, le ministère pouvait affirmer dans son rapport annuel que « grâce à la sélection et à la prudence de nos importateurs, et en partie grâce à ses établissements de quarantaine du bétail, aucune maladie n'a pu entrer au pays ». Le gouvernement impérial du Royaume-Uni jugeait le nouveau régime d'inspection et de quarantaine du Canada tellement fiable dans la prévention de la contagion des maladies des animaux qu'il a exempté le Canada des dispositions législatives impériales de contrôle des maladies, qui imposaient l'abattage immédiat de tous les animaux importés au Royaume-Uni. Même à cette époque, les efforts canadiens de prévention et de contrôle des maladies des animaux facilitaient le commerce international du bétail.

Réalisations du ministre

Pelletier a présidé en 1877 à la création du premier conseil de l'agriculture du Dominion. Treize représentants de sociétés agricoles, de conseils agricoles provinciaux et de groupes de producteurs de chaque province ont été nommés à ce conseil. Pelletier en est devenu le président honoraire, tandis que le président du Sénat, David Christie, de Paris (Ontario), était élu à la présidence. On a créé 12 comités permanents chargés d'étudier des préoccupations agricoles courantes.

Inspiré par le succès du ministère dans la promotion de l'agriculture canadienne à l'exposition universelle de Philadelphie en 1876, Pelletier confirmait la participation du Canada à la Metropolitan Exhibition de Sydney (Australie), en 1877. Les exposants et le ministère n'eurent pas beaucoup de temps pour s'informer des types de produits se prêtant au commerce avec l'Australie — en fait certains produits ont été expédiés directement de Philadelphie à Sydney — mais nos marchandises, un total de 550 tonnes cubiques de fret maritime, reçurent un bon accueil. Certains exposants ont gagné des prix, et d'autres ont contribué à stimuler le commerce pour plusieurs industries et produits. Le coût total de cette activité pour le ministère s'établissait à 26 433 $, montant qualifié de modéré par Pelletier dans son rapport annuel.

En 1878, notre participation à une exposition similaire à Paris s'est traduite par de nouveaux prix, des débouchés commerciaux et une reconnaissance nationale.

Faits notables

- Pelletier était major du 9e bataillon des Voltigeurs de Québec lors des raids des Fenians de 1866.

- En 1872, Pelletier fondait le Parti National du Québec, qui allait former un gouvernement nationaliste au Québec sous la direction d'Honoré Mercier en 1887.

- Adolphe Routhier, avocat de Kamouraska battu par Pelletier à l'élection de 1869, a signé les paroles françaises de notre hymne national, Ô Canada!

Agriculture et Agroalimentaire Canada | Agriculture and Agri-Food Canada

John Carling

Du 25 septembre 1885 au 24 novembre 1892

John Carling

(1828-1911)

Lieu de naissance
London (Haut-Canada)

Circonscription fédérale
London (Ontario)

Études
London Common School

Antécédents professionnels
Président de la Carling Brewing and Malting Co. ; directeur de la Great Western Railway, de la London-Port Stanley Railway et de la London-Huron-Bruce Railway

Appartenance politique
Conservateur

Carrière politique

Carling, héritier des entreprises de brasserie et de maltage de sa famille, était un homme d'affaires établi bien avant de se lancer en politique. Il a d'abord été conseiller à London en 1854 et il est demeuré quatre ans en politique municipale. Il a également représenté London à la législature coloniale de 1857 jusqu'à la Confédération. En 1862, il était nommé receveur général.

Lors de la première élection générale après la Confédération, Carling a été élu à la fois à l'Assemblée législative de l'Ontario et à la Chambre des communes, pour représenter London. Au niveau provincial, il a été ministre de l'Agriculture et des Travaux publics de 1867 à 1871. Réélu député de London à l'Assemblée législative ontarienne en 1871, il devait démissionner en 1872 pour concentrer ses efforts en politique fédérale.

Carling a siégé comme député fédéral de London de 1867 à 1874, mais il allait connaître la défaite à l'élection générale de 1874, tout comme le gouvernement conservateur de Macdonald. Carling a été réélu lorsque les Conservateurs ont repris le pouvoir en 1878 et il a été nommé au cabinet.

Carling a été ministre des Postes de 1882 à 1885, puis ministre de l'Agriculture de 1885 à 1892. Défait à l'élection de 1891, il a été nommé sénateur et est demeuré ministre de l'Agriculture. Il est réélu député de London en 1892 et a siégé comme ministre sans portefeuille de 1892 à 1894.

Carling est rappelé au Sénat en 1896, où il allait siéger jusqu'à son décès en 1911.

Enjeux de l'industrie

À l'époque de Carling, les agriculteurs avaient un besoin urgent de connaissances avancées pour les aider à cultiver dans de nouveaux climats canadiens. Les agriculteurs des Prairies avaient besoin d'un blé de printemps arrivant à maturité avant les gels hâtifs de l'Ouest ; si le gouvernement arrivait à mettre au point un blé supérieur pour la boulangerie et adapté au climat, des possibilités d'immigration et d'expansion économique s'ensuivraient. Des stations expérimentales d'autres pays et des exploitations d'élevage gouvernementales dans les Maritimes avaient déjà fait la preuve de leur valeur dans le développement agricole. Le commerce international inspirait également la recherche agricole. Ainsi, l'imposition d'un tarif américain à l'orge canadien a encouragé la mise au point et la promotion d'une nouvelle variété d'orge de brasserie pour le marché britannique.

Évolution du ministère

Les efforts de contrôle des maladies de l'époque ne faisaient qu'accentuer le besoin de stations expérimentales. L'essai et le développement de vaccins pour des maladies comme la fièvre charbonneuse exigeaient des laboratoires scientifiques véritables et des environnements d'essai contrôlés.

Après un congrès d'associations de producteurs laitiers tenu en 1889 à Ottawa, le ministère a élargi ses activités à l'industrie laitière. Des bulletins d'information, des congrès et des exposés expliquaient aux exploitants les méthodes de fabrication du beurre et du fromage et d'alimentation du bétail pour la production laitière. L'uniformisation des méthodes de traitement des produits laitiers améliorait leur qualité autant que leur potentiel à l'exportation. Des stations laitières expérimentales et des systèmes d'exploitation coopérative ont été établis dans chaque province après 1891. Une école laitière a également été créée à Saint-Hyacinthe (Québec), en 1892.

Réalisations du ministre

À titre de ministre de l'Agriculture, Carling a laissé en héritage le programme de recherche des fermes expérimentales. À partir des recommandations d'un comité de la Chambre des communes, en 1884, et des travaux du professeur William Saunders, éventuel directeur des premières fermes expérimentales, la *Loi sur les stations agronomiques* recevait la sanction royale en juin 1886.

Les dispositions législatives étaient tellement bien conçues que pendant 110 ans, on s'est contenté d'y apporter quelques modifications mineures, la plupart pour établir de nouvelles stations ou apporter des changements administratifs.

Les terres pour la ferme centrale à Ottawa ont été achetées en premier, suivies d'emplacements pour les autres fermes régionales à Brandon (Manitoba), Indian Head (Territoires du Nord-Ouest, maintenant Saskatchewan), Nappan (Nouvelle-Écosse) et Agassiz (Colombie-Britannique). Les premières activités de recherche dans ces fermes furent la mise à l'essai de variétés de culture et de méthodes culturales, et la collecte de données sur les conditions climatiques. Après avoir identifié de nouvelles cultures pour une région, les chercheurs distribuaient des échantillons des variétés améliorées aux agriculteurs locaux et publiaient de l'information dans des bulletins publics.

Les registres de 1890 de la Ferme expérimentale centrale à Ottawa révèlent que l'on faisait déjà des expériences avec 300 variétés de pomme de terre, 100 variétés de blé, 100 variétés d'avoine et 80 variétés d'orge. Des croisements réalisés en 1892 avec un blé de l'Inde à maturation hâtive et le blé Red Fife déjà populaire ont abouti à la variété Marquis, de réputation mondiale pour sa qualité en meunerie et son rendement élevé en prairie. Des variétés de maïs et de seigle de printemps ont été mises au point comme substituts efficaces du foin, à utiliser les années où la récolte de foin des prairies ne suffisait pas à nourrir le bétail pendant tout l'hiver. Quelque 12 000 échantillons de semences ont été distribués aux agriculteurs et plus de 30 000 noms figuraient sur les listes d'envoi postal des fermes expérimentales.

Le bétail de race disponible dans les fermes pour la reproduction permettait également d'améliorer la qualité du cheptel bovin et laitier local. Carling manifestait un vif intérêt à l'endroit du développement des fermes et il visitait souvent les installations d'Ottawa.

Fait notable

- L'adjoint francophone de James Robinson, premier commissaire de l'industrie laitière du Canada, était Jean-Charles Chapais, fils du premier titulaire du portefeuille de l'Agriculture au Canada.

Agriculture et Agroalimentaire Canada | Agriculture and Agri-Food Canada

Auguste-Réal Angers

Du 7 décembre 1892 au 12 juillet 1895

Auguste-Réal Angers

(1838-1919)

Lieu de naissance
Ville de Québec (Bas-Canada)

Circonscription fédérale
Montmorency (Québec)

Études
Collège Nicolet ; Université Laval (1888)

Antécédents professionnels
Admis au barreau en 1860, pratique du droit à Québec ; directeur du Crédit foncier franco-canadien et de la Société d'administration générale

Appartenance politique
Conservateur

Carrière politique

La carrière politique d'Angers a commencé lorsqu'il a été élu à l'Assemblée nationale du Québec en 1874 à l'occasion d'une élection partielle dans Montmorency. Il a immédiatement été nommé solliciteur général au gouvernement Boucher de Boucherville, fonction qu'il a occupée jusqu'à ce qu'il soit nommé procureur général en janvier 1876. Angers a aussi été leader du gouvernement de 1875 à 1878.

En 1878, le lieutenant-gouverneur du Québec, Luc Letellier de Saint-Just, prononçait la dissolution du gouvernement d'Angers en raison d'une politique controversée des chemins de fer. Angers est devenu leader de l'opposition, et à l'élection suivante, le public a appuyé le limogeage des Conservateurs par Letellier. Angers a perdu son siège.

Encore attiré par la vie publique, Angers a été élu pour représenter Montmorency à la Chambre des communes au cours d'une élection partielle en février 1880. En novembre, il démissionnait de son siège pour devenir juge puîné à la Cour supérieure du Québec. En octobre 1887, Angers démissionnait de la Cour supérieure pour devenir lieutenant-gouverneur du Québec. Ce fut alors au tour d'Angers de limoger un gouvernement qu'il n'approuvait pas, lorsque le gouvernement nationaliste d'Honoré Mercier a été mêlé lui aussi à un scandale ferroviaire.

En décembre 1892, Angers démissionnait de son poste de lieutenant-gouverneur, pour être nommé sénateur et ministre fédéral de l'Agriculture. Il a servi au cours des brèves administrations de John Thompson et de Mackenzie Bowell. Angers a si peu apprécié le leadership de Bowell lors de la controverse des écoles au Manitoba qu'il a démissionné du cabinet en 1895. Angers a repris pendant une courte période sa pratique du droit mais il a refusé une nomination à la Cour suprême ; il n'était pas encore prêt à mettre fin à sa carrière politique.

Après que Charles Tupper ait remplacé Bowell comme leader conservateur et premier ministre, Angers a occupé le poste de président du Conseil privé durant la courte période de mai à juillet 1896. Il a par la suite démissionné du Sénat pour représenter la ville de Québec à l'élection générale de 1896. Il n'a pas emporté le siège alors que les Libéraux de Wilfrid Laurier ont été portés au pouvoir. Angers a recommencé à pratiquer le droit à Montréal comme directeur d'une entreprise florissante, A. De Lorimier et Godin. Il est décédé à Montréal en 1919.

Enjeux de l'industrie

Angers voulait diversifier l'agriculture canadienne. D'après lui, la polyculture constituait la meilleure protection pour les agriculteurs canadiens et l'industrie agricole en général contre les fluctuations du marché, les piètres conditions de croissance et autres obstacles imprévus. Son voyage au Manitoba et dans les Territoires du Nord-Ouest en 1893 illustrait le besoin pour les agriculteurs de ne pas se limiter au blé et aux céréales. Une combinaison de mauvaises conditions météorologiques et de faibles prix cet été-là avait touché des collectivités qui dépendaient complètement des céréales. La polyculture favorisait les industries à domicile et donnait aux pionniers des produits supplémentaires à offrir sur le marché local. Bien qu'Angers n'assumait plus la responsabilité immédiate de l'immigration, on se préoccupait encore du bien-être des nouveaux colons dans les collectivités agricoles.

La participation impressionnante du Canada aux foires internationales comme l'exposition universelle de Chicago en 1893 témoignait de la nouvelle maturité de l'industrie agricole du pays. Le Royaume-Uni commençait à sentir une forte concurrence de la part de son ancienne colonie, grâce à des activités supérieures de recherche et de formation. Le Musée de l'agriculture de la Ferme expérimentale centrale a ouvert ses portes en 1895, accueillant plus de 12 000 visiteurs chaque année.

Évolution du ministère

Le contrôle des maladies et l'inspection des animaux sont demeurés une priorité, avec de nouveaux postes de quarantaine et d'inspection établis le long de la frontière américaine et des Territoires du Nord-Ouest en 1894. La même année, la tuberculose bovine est devenue une grave menace pour la santé des animaux. Un test à la tuberculine mis au point à la Ferme expérimentale centrale a été utilisé dans l'ensemble du Canada et aux points d'entrée afin de contrôler la maladie en déterminant les animaux à isoler et à abattre.

Les exportations canadiennes de bovins ont subi une réduction marquée au cours du mandat d'Angers. En octobre 1892, le gouvernement britannique a frappé d'embargo les bovins canadiens parce que l'on craignait qu'une expédition de bovins en provenance de Montréal ne soit porteuse de pleuro-pneumonie. De fausses rumeurs circulaient également au Royaume-Uni selon lesquelles des bovins provenant des États-Unis, où sévissait la pleuro-pneumonie, étaient importés sans inspection au Manitoba et dans les Territoires du Nord-Ouest. Malgré tous les efforts du ministère pour réfuter les allégations, le gouvernement britannique a refusé de lever son embargo.

Réalisations du ministre

Angers a poursuivi le travail amorcé par Carling en vue de promouvoir et de réglementer la nouvelle industrie laitière au Canada. La *Loi sur les produits laitiers* de 1893 prévoyait le marquage des produits laitiers et interdisait la vente du fromage synthétique ou d'imitation. En 1895, la direction des produits laitiers élargissait le champ de ses activités en examinant, par exemple, des possibilités d'exportation du foin, des pommes, du bacon et d'autres produits du porc du Canada. On a réussi à expédier du beurre et du fromage aux ports britanniques parce que le ministère a équipé des vapeurs commerciaux de chambres réfrigérées et isolées d'entreposage des aliments. Des expéditions expérimentales d'autres fruits et d'oeufs conservés, qui nécessitaient aussi un entreposage frigorifique, n'ont pas connu le même succès.

Angers a été responsable des premières cultures du tabac dans les fermes canadiennes en 1893. Grâce aux recherches du ministère, on a déterminé les variétés et les techniques de croissance idéales pour l'est de l'Ontario et l'ouest du Québec.

Agriculture et Agroalimentaire Canada | Agriculture and Agri-Food Canada

Walter Humphries Montague

Du 21 décembre 1895 au 5 janvier 1896
et du 15 janvier 1896 au 8 juillet 1896

Canada

Walter Humphries Montague

(1858-1915)

Lieu de naissance
Canton d'Adelaide (Canada-Ouest)

Circonscription fédérale
Haldimand-Monck (Ontario)

Études
Woodstock College ; Université Victoria, Cobourg ; Toronto School of Medicine

Antécédents professionnels
Doctorat en médecine en 1882, pratique à Dunnville (Ontario) et à Winnipeg (Manitoba)

Appartenance politique
Conservateur

Carrière politique

La carrière politique de Montague a démarré lentement. On ne l'a pas choisi pour représenter Monck lors de l'élection générale de l'Assemblée législative de l'Ontario en 1883. En 1887, il a été élu à la Chambre des communes en tant que député de Haldimand (Ontario) mais l'élection a été déclarée nulle. Plus tard au cours de l'année, il a gagné une deuxième élection, qui a aussi été marquée par la controverse et annulée en cour. Montague a de nouveau été défait lors d'une élection partielle en 1889.

Montague a finalement gagné le siège de Haldimand en 1890 au cours d'une élection partielle. Il a été réélu en tant que député de Haldimand (plus tard Haldimand-Monck) en 1891, 1895 et 1896. Il a aussi occupé le poste de vice-président de la Conservative Union of Ontario en 1892.

Montague a été nommé au Conseil privé en 1894 et il a servi en tant que ministre sans portefeuille de décembre 1894 à mars 1895, et comme secrétaire d'État de mars à décembre 1895. En décembre 1895, il a été nommé ministre de l'Agriculture.

Montague a démissionné brièvement en janvier 1896, faisant partie du groupe de ministres que le premier ministre Mackenzie Bowell qualifiait de « bande de traîtres » pour avoir déserté le gouvernement afin de protester contre son inaction face à la question des écoles au Manitoba. Montague est retourné au cabinet après la controverse, mais le caucus conservateur se désintégrait lentement. Charles Tupper, cinquième leader des Conservateurs depuis le décès de Macdonald en 1891, est devenu premier ministre avant l'élection de 1896 mais les Conservateurs ont été battus à plate couture lors du triomphe des Libéraux de Wilfrid Laurier.

Montague a perdu son siège de Haldimand-Monck lors de l'élection de 1900 et il a quitté la politique pour reprendre la pratique de la médecine. En 1908, il a déménagé à Winnipeg, et cinq ans plus tard, il se présente de nouveau comme candidat à l'élection. En novembre 1913, Montague a été élu à l'Assemblée législative du Manitoba comme député de Kildonan-St. Andrews. Il a été réélu en 1914 et nommé ministre des Travaux publics dans le gouvernement Roblin, de novembre 1913 à mai 1915. Montague est décédé en 1915 à Winnipeg.

Réalisations du ministre

Le mandat de sept mois de Montague en tant que ministre a coïncidé avec une période turbulente dans la vie de son gouvernement. Par conséquent, ce mandat a davantage été marqué par le maintien des programmes établis que les grandes innovations touchant l'organisation ou les politiques.

Fait notable

- Le prédécesseur de Montague, Angers, avait aussi démissionné en tant que ministre de l'Agriculture pour protester contre le leadership du premier ministre Bowell.

Agriculture et Agroalimentaire Canada | Agriculture and Agri-Food Canada

Sydney Arthur Fisher

Du 13 juillet 1896 au 6 octobre 1911

Sydney Arthur Fisher

(1850-1921)

Lieu de naissance
Montréal (Canada-Est)

Circonscription fédérale
Brome (Québec)

Études
Université McGill ; Trinity College, Cambridge (BA, 1871)

Antécédents professionnels
Propriétaire-exploitant de la ferme Alva à Knowlton (Québec) ; président de la Montreal Ensilage and Stock Feeding Association ; président-fondateur de la Quebec Fruit Growers' Association ; membre de la Canadian National Livestock Association, de la Provincial Dairy Association et de la Brome Agricultural Association ; membre de comités de bienfaisance et fondateur d'organismes voués aux arts

Appartenance politique
Libéral

Carrière politique

Fisher a été élu député libéral en 1882 et il est resté en fonction jusqu'à ce qu'il perde son siège par une seule voix dans la dernière victoire électorale des Conservateurs du premier ministre Macdonald en 1891. Fisher a accepté une nomination au Quebec Council of Agriculture. Cinq ans plus tard, il a été réélu lorsque les Libéraux de Laurier ont été portés au pouvoir. Sa passion et son expérience en tant qu'agriculteur, militant du secteur et député ont fait de lui un choix logique pour le poste de ministre de l'Agriculture. Il a siégé comme député et ministre de l'Agriculture pendant les 15 années qui ont suivi.

Laurier et son Parti libéral, y compris Fisher, ont perdu l'élection de 1911 sur l'enjeu de la réciprocité. Fisher s'est retiré de la vie publique et il est décédé à Ottawa en 1921.

Enjeux de l'industrie

En 1896, il n'y avait plus de terres publiques disponibles dans l'Ouest américain. Les Prairies canadiennes sont devenues les dernières meilleures terres dans l'Ouest (« Last Best West »), et on a assisté au début d'une nouvelle époque de colonisation et d'expansion agricole. La hausse des prix et le transport peu coûteux ont créé un marché mondial pour le blé dur de printemps et la production des Prairies bondissait de 29 à 209 millions de boisseaux par année. Le blé Marquis, mis au point en majeure partie par Charles Saunders (fils de William, directeur des fermes expérimentales), a été lancé en 1907 et il a bien vite représenté 90 % de la production des Prairies. La colonisation et le développement de l'Ouest ont entraîné la création de deux nouvelles provinces, la Saskatchewan et l'Alberta, en 1905.

En 1901, une mauvaise gestion a empêché le CPR de transporter plus du tiers d'une récolte de blé exceptionnelle avant le gel du lac Supérieur. En vertu des tarifs dictés par la Politique nationale, les agriculteurs de l'Ouest ne pouvaient acheter la machinerie et les produits fabriqués américains peu coûteux. Des agriculteurs insatisfaits ont formé des coopératives pour faire valoir leurs intérêts politiques et commerciaux. À l'automne 1910, le mécontentement atteignait son paroxysme alors qu'un millier d'agriculteurs participaient à la « marche vers Ottawa » pour protester contre l'inaction du gouvernement à l'égard des tarifs, des taux de transport et des politiques d'aménagement du territoire. Laurier a rédigé un accord de réciprocité (libre-échange) avec les Américains, mais comme des intérêts commerciaux et les cols bleus de l'Est s'y opposaient, Laurier et les agriculteurs ont été battus aux urnes.

Évolution du ministère

L'héritage de Fisher en tant que ministre de l'Agriculture comprend une grande expansion de la portée et des activités du ministère. Des modifications à la *Loi sur les stations agronomiques* en 1900 ont élargi le réseau de fermes expérimentales et de nouvelles stations de recherche ont été mises sur pied dans chaque province. La Direction du tabac a été créée en 1905 pour encourager et mettre en valeur cette nouvelle industrie.

En 1897, les ministères de l'Agriculture du Canada et des États-Unis ont convenu de coopérer pour le rapport et le suivi des maladies du bétail. Le nouvel accord de coopération pour l'inspection a augmenté considérablement le commerce de bétail entre les deux pays. En 1899, le ministère nommait un commissaire au bétail. Un laboratoire biologique a été établi à la Ferme expérimentale centrale en 1902 pour la réalisation de recherches sur le contrôle des maladies.

Après 1907, la *Loi sur les viandes et conserves alimentaires* prévoyait l'inspection des abattoirs et des conserveries. Depuis lors, des vétérinaires et des inspecteurs du ministère inspectent des établissements alimentaires.

Un laboratoire de semences a été établi à Ottawa en 1903 pour tester la germination et la pureté des semences. La *Loi de contrôle des graines* de 1905 permettait au gouvernement de réglementer la qualité des semences canadiennes sous l'autorité d'un nouveau commissaire aux semences. D'autres laboratoires de semences situés un peu partout au Canada ont poursuivi ce travail.

Réalisations du ministre

- La *Loi sur les grains* (1900) a réglementé ce secteur et imposé des inspecteurs pour l'industrie du blé de l'Ouest.
- Une modification à la *Loi sur les maladies et la protection des animaux* (1904) a permis d'indemniser les propriétaires de bétail dont les animaux étaient abattus pour contrôler la propagation de la maladie.
- Une loi de 1900, modifiée en 1905 (*Act Respecting the Incorporation of Livestock Records*), a créé une association d'enregistrement pour valider l'accréditation de chaque race, facilitant l'exportation des animaux de race pure.
- Le *Fruit Marks Act* de 1901 a normalisé le classement des fruits et les marques de catégories sur les emballages de fruits, tout en prescrivant des inspections au port pour faciliter la production et le commerce.
- De nouvelles dispositions législatives sur les produits laitiers (1903) ont interdit la margarine et établi des règlements de contrôle de la qualité du beurre et du fromage afin de faciliter les exportations.
- La *Loi sur les installations frigorifiques* (1907) et des règlements semblables ont encouragé l'utilisation d'entrepôts frigorifiques publics et l'expédition réfrigérée des produits laitiers et des fruits.
- Le *San José Scale Act* (1898) et la *Loi sur les insectes destructeurs et les ennemis des plantes* (1910) ont établi l'inspection et la quarantaine pour prévenir la propagation des ennemis des plantes et des maladies chez les arbres fruitiers et les récoltes.

Faits notables

- Le mouvement de contestation des Prairies pendant le mandat de Fisher a lancé la carrière politique de deux futurs ministres libéraux de l'Agriculture : Thomas Crerar, fondateur de ce qui allait devenir la United Grain Growers, et W.R. Motherwell, fondateur de la Territorial (Saskatchewan) Grain Growers' Association.
- Des rapports révèlent que le gouvernement recouvrait le coût des services même au début du siècle. Les frais exigés pour l'inspection du bétail variait entre deux cents à un dollar par animal.

Agriculture et Agroalimentaire Canada

Agriculture and Agri-Food Canada

Martin Burrell

Du 16 octobre 1911 au 12 octobre 1917

Canada

Martin Burrell

(1858-1938)

Lieu de naissance
Faringdon (Berkshire), Angleterre

Circonscription fédérale
Yale-Cariboo/Yale (Colombie-Britannique)

Études
St. John's College, Hurstpierpont, Angleterre ; Université Queen's (LLD (Hon.), 1928)

Antécédents professionnels
Commis de banque ; fruiticulteur à Niagara et Grand Forks (C.-B.) ; conférencier pour le Farmers' Institute et la Ontario Fruit Growers' Association ; membre du B.C. Board of Horticulture ; commissaire aux fruits de C.-B. ; conférencier en Angleterre

Appartenance politique
Conservateur

« Nos lois seraient meilleures, nos efforts seraient moins pénibles, si nous étions plus souvent animés d'un désir sincère d'alléger le fardeau et d'éclairer la vie de ceux qui, dans le silence et la solitude des champs et des bois, jettent les fondations de notre pays à tous. »
— Martin Burrell, discours à la Chambre des communes, 1913

Carrière politique

Burrell a commencé sa carrière politique comme maire de Grand Forks en 1903. Il a été élu député de Yale-Cariboo à sa deuxième tentative en 1908. Ses antécédents comme fruiticulteur et horticulteur tant en Ontario qu'en Colombie-Britannique lui donnaient un point de vue différent des producteurs de blé des Prairies. À l'élection de 1911, Burrell s'opposa au libre-échange, position qui devait porter son Parti conservateur au pouvoir. Le premier ministre Robert Borden le nommait ministre de l'Agriculture.

Burrell a siégé comme député jusqu'en 1920. Au moment de l'élection de 1917, sa santé s'était détériorée et il n'était plus en mesure de satisfaire les exigences du portefeuille de l'Agriculture. Le gouvernement Borden a changé de visage pour tenir compte des conséquences de plus en plus graves de la Première Guerre mondiale. Les lignes de parti s'étaient estompées et l'allégeance politique a été reléguée à l'arrière-plan. Borden a eu l'idée de former un gouvernement de coalition, l'Union, voué à la conscription, à la prohibition en temps de guerre et à l'élimination du népotisme.

Compte tenu du nouveau programme du gouvernement, une nouvelle équipe était nécessaire pour mettre en oeuvre la politique en temps de guerre, et dans le remaniement qui a suivi, Burrell a quitté le portefeuille de l'Agriculture pour devenir secrétaire d'État et ministre des Mines d'octobre 1917 jusqu'à décembre 1919 (après la fin de la guerre).

Burrell a aussi servi comme ministre des Douanes et du Revenu de l'intérieur (décembre 1919 à juillet 1920) avant de quitter la politique en 1920.

Après avoir quitté la vie publique, Burrell a occupé le poste de bibliothécaire de la Bibliothèque du Parlement jusqu'à son décès en 1938.

Enjeux de l'industrie

Une grave sécheresse dans le Triangle Palliser en 1913 et 1914 a pratiquement mis un terme à la production de blé dans les Prairies, auparavant prospère. Mais la Première Guerre mondiale devait changer cette situation pour le mieux. La Russie étant incapable d'exporter, la demande mondiale du blé nord-américain a fait grimper le prix des céréales à un niveau jamais vu et il est devenu possible de se livrer à d'autres cultures comme le lin et d'en tirer un profit. Burrell a demandé un effort de guerre intensif et les agriculteurs canadiens ont répondu à l'appel. Même si le rendement des récoltes a baissé plus tard au cours de la guerre, les consommateurs mondiaux ont accepté ce qu'ils croyaient être des prix temporairement élevés et grâce à eux, la production céréalière est demeurée rentable.

Évolution du ministère

Le Bureau de recensement et de la statistique a été transféré au ministère de l'Industrie et du Commerce en 1912. La Direction des publications a été créée pour diffuser de l'information, traiter le courrier et éventuellement, établir une bibliothèque ministérielle.

Le ministère a lancé des campagnes de commercialisation et d'éducation pour inspirer l'effort de guerre. Par exemple, les producteurs de laine, dont le produit était en demande pour les uniformes militaires, ont appris à classer et à conditionner la laine et à former des associations coopératives de commercialisation. Les représentants du ministère ont été chargés d'assurer des approvisionnements de foin, d'avoine et de grain pour la production alimentaire en temps de guerre et l'expédition à l'étranger. Les rapports télégraphiques sur les marchés entre le Canada et l'Europe ont amélioré le commerce après 1915.

Lorsqu'une épidémie de rouille en 1916 a menacé l'approvisionnement en semences pour la récolte de l'année suivante, une commission d'achat des semences a été nommée pour acheter, nettoyer, stocker et distribuer les semences inspectées nécessaires au prix de revient.

La guerre a eu une incidence sur la recherche au ministère. En 1916, plus de 100 employés des fermes expérimentales s'étaient enrôlés dans l'armée, ce qui risquait de nuire à la qualité de la recherche. Les chercheurs ont cependant réussi à écarter une menace à la production canadienne de fromage pendant la guerre. La présure importée d'Europe de l'Est n'était plus disponible. La pepsine, mise au point en 1916 à la station laitière de Finch (Ontario), s'est révélée une solution de rechange efficace.

Les fermes expérimentales ont établi une division de la publicité en 1915 pour organiser des expositions et promouvoir leur travail de recherche.

Réalisations du ministre

- La *Loi d'instruction agricole* (1913) a offert 10 millions $ aux provinces sur 10 ans pour établir et améliorer les collèges agricoles et d'autres formes de formation touchant l'agriculture. La Direction de l'instruction agricole a été mise sur pied pour administrer ces programmes.

- En 1914, un système d'inspection sur pied certifiée et d'examen des tubercules pour l'exportation des pommes de terre a non seulement levé un embargo américain, mais a aussi amélioré le stock de semences et les exportations. Ces mesures ont évolué pour aboutir au programme actuel d'inspection des pommes de terre de semence.

- Le *Municipal Testing Order* (1914) avait pour objectif de lutter contre la tuberculose bovine en accordant des permis aux laiteries et en encourageant les collectivités à tester tous les bovins laitiers aux deux ans.

- On a assisté aux premières tentatives de vente collective, de règlements sur le contrôle de la qualité et d'inspection des oeufs.

- Une loi de 1917 (*Act Respecting Livestock*) a autorisé le ministre de l'Agriculture à surveiller la gestion, les frais et les conditions des marchés publics à bestiaux.

Faits notables

- En 1915, une future station expérimentale en Abitibi a servi de camp pour des prisonniers de guerre. Ceux-ci ont coupé les arbres sur une surface de 155 acres de forêt et 2 500 cordes de bois ont été vendues pour la production de pulpe.

- Burrell s'est trouvé piégé et il a été gravement blessé lors de l'incendie des édifices du Parlement en 1916.

- Entre 1924 et 1938, Burrell a rédigé une chronique littéraire, *Literature and Life*, pour le *Ottawa Journal*. Ses articles ont servi à la rédaction de deux livres : *Betwixt Heaven and Charing Cross* (Toronto, 1928) et *Crumbs are Also Bread* (Toronto, 1934).

Agriculture et Agroalimentaire Canada | Agriculture and Agri-Food Canada

Thomas Alexander Crerar

Du 12 octobre 1917 au 11 juin 1919

Thomas Alexander Crerar

(1876-1975)

Lieu de naissance
Molesworth (Ontario)

Circonscriptions fédérales
Marquette, Brandon, Churchill (Manitoba)

Études
Portage la Prairie Collegiate

Antécédents professionnels
Enseignant en milieu rural ; producteur de céréales et directeur de la Farmers' Elevator Co-op ; président de la Grain Growers Grain Company (plus tard United Grain Growers Limited) ; directeur de la Great West Life Assurance Co., de la Canada Steamship Lines Ltd., d'Aciers Algoma Inc. et de la Modern Dairies Ltd.

Appartenance politique
Libéral (Unioniste) (1917-21), Progressiste (1921-25), Libéral (1925-66)

« En la personne de T.A. Crerar, ministre de l'Agriculture pour les Unionistes, les agriculteurs avaient un leader qui écrivait même ses lettres ministérielles sur du papier à en-tête de la United Grain Growers. »
— Desmond Morton, historien canadien, *A Short History of Canada*

Carrière politique

Crerar a acquis son goût pour la politique en tant que premier préfet de Silver Creek (Manitoba). Il a fait son entrée sur la scène politique nationale lorsqu'il a été élu député de Marquette en 1917.

Avec ses états de service impressionnants en tant qu'agriculteur, acheteur de céréales et militant pour la ruralité, Crerar était un candidat idéal pour le portefeuille de l'Agriculture. Il a été nommé ministre de l'Agriculture en octobre 1917 dans le gouvernement de l'Union, une coalition qui a mis de côté le sectarisme politique pour participer à l'effort de guerre en Europe en acheminant de façon efficace les ressources du Dominion.

Le Conseil canadien de l'agriculture a rédigé un programme pour les agriculteurs en 1916. Les agriculteurs proposaient une politique nationale différente : réciprocité, taux de transport moins élevés, réforme bancaire, nationalisation des chemins de fer et un impôt progressif sur le revenu. En 1918, les agriculteurs étaient furieux que leurs fils ne soient plus exemptés de la conscription.

Le ministre Crerar était à l'écoute des agriculteurs et défendait leurs intérêts au cabinet, mais il n'a pas réussi. Lorsque le budget de 1919 de Thomas White n'a pas répondu, encore une fois, aux attentes des agriculteurs, Crerar a quitté le cabinet.

Les partis d'agriculteurs étaient au pouvoir en Ontario, au Manitoba et en Alberta. Bien que Crerar hésitait à appuyer ces mouvements politiques, c'était un homme pragmatique et il percevait l'attrait de ces politiques pour les électeurs à tendance libérale ; son parti n'écoutait pas les électeurs. Crerar a travaillé à créer un parti national pour les agriculteurs, les Progressistes, et il en est devenu le chef en 1920. Au cours de l'élection de 1921, Crerar a été réélu comme député et les Progressistes ont gagné 65 sièges en Ontario et dans l'Ouest. Crerar a refusé le rôle de leader de l'Opposition, espérant plutôt intégrer les politiques des agriculteurs au programme du gouvernement. Cette stratégie n'a pas fonctionné et son parti a été divisé par des questions de politiques. Frustré, Crerar a démissionné comme chef du parti en 1922. Il a siégé comme député jusqu'à la fin du 14e Parlement mais il ne s'est pas présenté à l'élection de 1925.

Après s'être absenté brièvement de la politique, Crerar a repris du service comme ministre du cabinet libéral sous Mackenzie King en 1929. Il a occupé le poste de ministre des Chemins de fer et des Canaux de décembre 1929 à août 1930 et il a été réélu comme député au cours de l'élection partielle pour Brandon en 1930. Cette même année, il est défait à l'élection qui fait perdre le pouvoir aux Libéraux de King.

En 1935, Crerar est devenu député de Churchill et il est retourné au cabinet comme ministre des Mines, de l'Immigration et de la Colonisation, et de l'Intérieur et comme surintendant général des Affaires indiennes (octobre 1935 à novembre 1936). Ses fonctions ont plus tard

été simplifiées lorsqu'il est devenu ministre des Mines et des Ressources (décembre 1936 à avril 1945). En tant que ministre responsable des ressources naturelles, Crerar a été un décideur important dans le cabinet de King au cours de la Deuxième Guerre mondiale.

Crerar a été réélu député de Churchill en 1940 et a siégé aux Communes jusqu'à la dissolution du 19e Parlement en avril 1945. King l'a nommé sénateur, poste qu'il a occupé jusqu'à sa démission en mai 1966. Crerar est décédé en 1975.

Enjeux de l'industrie

Dans un contexte où la demande mondiale de blé canadien grimpait en flèche alors que le rendement déclinait dans les Prairies, le gouvernement a fermé la bourse des grains de Winnipeg en 1917 et a créé une commission du blé unique pour commercialiser le produit canadien. Le prix du blé a grimpé à 3,15 $ le boisseau, offrant aux agriculteurs une prospérité relative en dépit du stress psychologique de voir leurs fils partir à la guerre. Après la récolte de 1919, la commission du blé a été dissoute et le système de libre entreprise a été rétabli dans le secteur agricole des Prairies.

Évolution du ministère

Les questions non liées à l'agriculture ont cessé de relever de la compétence du ministère en 1917 ; les expositions, les brevets, les droits d'auteur, les marques de commerce, la santé publique et la quarantaine ont été transférés au ministère de l'Immigration et de la Colonisation.

L'oléomargarine était interdite comme succédané du beurre en vertu de la *Loi de l'industrie laitière* (1903). Mais en 1917, la Commission canadienne du Ravitaillement adoptait une ordonnance permettant l'utilisation de l'oléomargarine en vertu des dispositions de la *Loi sur les mesures de guerre*. Le ministère en surveillait la fabrication et la vente.

Vers la fin de la guerre, on a commencé à s'inquiéter des contaminants contenus dans les aliments du bétail, car les sous-produits de meunerie étaient mélangés avec des graines de mauvaises herbes. En 1918, la Direction des semences a commencé des études microscopiques d'aliments censément contaminés. Ces enquêtes ont poussé les fournisseurs d'aliments à améliorer la qualité générale et l'exactitude de l'étiquetage des aliments pour animaux vendus au Canada.

Vers la fin de la guerre, les éleveurs canadiens avaient de la difficulté à expédier du bétail aux États-Unis en raison des antécédents du Canada concernant un contrôle inadéquat de la tuberculose. Le ministère a réagi par l'établissement de règlements prévoyant des troupeaux certifiés indemnes de tuberculose en septembre 1919.

Faits notables

- Crerar est le seul ministre à avoir démissionné pour des questions liées aux agriculteurs.
- En 1974, Crerar est devenu le premier politicien à être nommé Compagnon de l'Ordre du Canada.

Agriculture et Agroalimentaire Canada | Agriculture and Agri-Food Canada

Simon Fraser Tolmie

Du 12 août 1919 au 29 décembre 1921
et du 13 juillet 1926 au 25 septembre 1926

Canada

Simon Fraser Tolmie

(1867-1937)

Lieu de naissance
Victoria (Colombie-Britannique)

Circonscription fédérale
Victoria (Colombie-Britannique)

Études
Ontario Veterinary College, Guelph ; Université de la Colombie-Britannique (LLD (Hon.))

Antécédents professionnels
Agriculteur et éleveur de bétail pur sang à Victoria ; chef inspecteur, B.C. Health of Animals Branch ; commissaire fédéral au bétail pour la C.-B. ; organisateur du Dominion pour le Parti conservateur

Appartenance politique
Conservateur

Carrière politique

Tolmie a été élu député de Victoria en 1917 et il a servi dans le gouvernement de l'Union sous les premiers ministres Robert Borden et Arthur Meighen. Il a été nommé ministre de l'Agriculture après la démission de Thomas Crerar en 1919.

Les Conservateurs ont perdu l'élection de 1921 contre les Libéraux de Mackenzie King. Tolmie a conservé son siège, mais non son poste de ministre. Il a de nouveau obtenu le portefeuille de l'Agriculture pendant quelques mois au cours de l'été de 1926 lorsque l'on a demandé aux Conservateurs de Meighen de former un gouvernement au cours de la crise constitutionnelle King-Byng. Les Libéraux de King ont été réélus en 1926 et Tolmie est retourné sur les bancs de l'opposition.

Tolmie est devenu actif sur la scène politique provinciale et il a été élu chef du Parti conservateur de Colombie-Britannique en novembre 1926. Il a démissionné en tant que député fédéral en 1928 et il a été élu pour représenter Saanich à l'Assemblée législative de la Colombie-Britannique. Il est devenu premier ministre de la province et ministre des Chemins de fer jusqu'en novembre 1933, alors que son gouvernement a perdu l'élection et qu'il a lui-même été défait dans sa circonscription. Tolmie a été réélu pour représenter Victoria aux Communes au cours d'une élection partielle en 1936 mais il est décédé en cours de mandat en 1937.

Enjeux de l'industrie

Les Prairies éprouvaient un problème de baisse de la productivité. Les agriculteurs commençaient à connaître de mauvaises récoltes en raison d'un rapide épuisement des sols. Et comme les conditions du marché mondial revenaient à la normale après la Première Guerre mondiale, les prix des céréales dégringolèrent pour atteindre 45 % du prix le plus élevé en temps de guerre dans les deux ans qui suivirent. Portés par leur relative prospérité des années précédentes, bon nombre de producteurs des Prairies avaient beaucoup investi dans les terrains et la machinerie, pour assister finalement au déclin de leur industrie. Les partis politiques des agriculteurs étaient au pouvoir en Ontario, au Manitoba et en Alberta, et le gouvernement fédéral sentait qu'il devait améliorer le sort des agriculteurs ou risquer de perdre leurs votes.

Évolution du ministère

Une fois l'effort de guerre terminé, le travail de recherche du ministère, limité auparavant par les employés absents et assujetti aux exigences en temps de guerre, a repris avec un effectif complet. Mais de nouveaux problèmes de dotation sont survenus. Avec le renforcement de l'économie canadienne, les employés ayant reçu une formation technique préféraient souvent se diriger vers le secteur privé, où les salaires étaient plus élevés. Il y avait beaucoup d'emplois, et malheureusement pour le ministère, les universités canadiennes ne faisaient que commencer à produire des diplômés en agriculture.

Après la guerre, le ministère pouvait abandonner certains domaines de recherche et lancer de nouveaux projets. On n'avait plus besoin, par exemple, de la *Seed Purchasing Commission* pour garantir des stocks en temps de paix. Les nouvelles activités de recherche portaient sur toutes sortes de domaines, des ficelles de lieuse aux tournesols. La division de l'horticulture a pris de l'expansion pour s'intéresser non seulement à la culture des fruits et des légumes mais aussi aux jardins d'ornement, aux serres et à la mise en conserve. La Direction des fruits a été créée pour surveiller la commercialisation, le classement, l'inspection et le transport des fruits pour exportation. De nouveaux laboratoires botaniques ont été établis dans les fermes expérimentales, et de nouvelles stations et sous-stations ont été mises sur pied selon les besoins de la recherche.

Les renseignements sur les marchés nationaux et internationaux sont devenus de plus en plus importants au fur et à mesure que l'industrie de l'agriculture prenait de l'expansion. Le ministère a mis sur pied des services télégraphiques pour les communications quotidiennes entre les marchés et les parcs à bestiaux. Ces communications ont donné lieu à des rapports hebdomadaires qui étaient distribués par l'agence Presse canadienne et par la poste. Des journaux et d'autres organisations ont utilisé ces rapports et services pour diffuser des renseignements normalisés et fiables sur les marchés.

Réalisations du ministre

- Une entente fédérale-provinciale conclue en 1920 a déterminé que le classement des produits laitiers pour exportation serait de compétence fédérale tandis que le classement pour consommation intérieure relèverait des provinces.

- Un système de classement a été mis au point pour les oeufs et le porc, en consultation avec l'industrie. Ces mesures de contrôle de la qualité ont aidé les exportateurs à obtenir des prix élevés, particulièrement pour les porcs à bacon destinés au marché britannique.

- Des règlements ont été adoptés pour l'inspection, le classement et la vente d'aliments pour animaux, d'engrais et de légumes destinés au commerce.

- Des essais de rendement ont été établis pour la volaille. Des inspections et des concours de ponte parrainés par le ministère ont encouragé les producteurs à améliorer la qualité et le rendement de la bande de volaille.

- En vertu des modifications apportées au *Code criminel* en 1920, le ministre de l'Agriculture était responsable des courses de chevaux. Des agents de la GRC, sous surveillance du ministère, appliquaient les règlements aux champs de course.

Fait notable

- En 1926, un concours de ponte à la ferme expérimentale d'Agassiz a joui d'une publicité internationale lorsqu'un oiseau appartenant à l'Université de la Colombie-Britannique a établi un record mondial en pondant 351 oeufs en 365 jours.

Agriculture et Agroalimentaire Canada | Agriculture and Agri-Food Canada

William Richard Motherwell

Du 29 décembre 1921 au 28 juin 1926
et du 25 septembre 1926 au 7 août 1930

William Richard Motherwell

(1860-1943)

Lieu de naissance
Perth (Canada-Ouest)

Circonscriptions fédérales
Regina, Melville (Saskatchewan)

Études
Collège d'agriculture de l'Ontario, Guelph (1882) ; Université de Saskatoon (LLD (Hon.) 1928)

Antécédents professionnels
Agriculteur ; secrétaire du district scolaire d'Abernethy ; juge de paix pour les Territoires du Nord-Ouest ; président-fondateur de la Central Canada Sied Growers Association ; président-cofondateur de la Territorial (Saskatchewan) Grain Growers' Association

Appartenance politique
Libéral

« Motherwell n'est pas ce que j'appelle un agriculteur politique. Il est en politique depuis bon nombre d'années, certes, mais durant tout ce temps il est toujours resté un bon agriculteur, même aux yeux de ses voisins, ce qui ne trompe pas. »
— Banquier de Yorkton (Saskatchewan), cité dans le *Country Guide and Nor-West Farmer*, 1941

Carrière politique

Bien qu'il soit né en Ontario et qu'il y ait fait ses études, c'est dans les champs de blé de la Saskatchewan que Motherwell prend ses racines économiques et politiques. Il tente vainement à deux reprises, en 1894 et 1896, de représenter la circonscription de Qu'Appelle-Nord à l'Assemblée législative des Territoires du Nord-Ouest. Le Canadien Pacifique n'ayant pas réussi, en 1901, à transporter le blé des Prairies jusqu'aux lacs portuaires avant le gel, Motherwell fonde la Territorial Grain Growers' Association, traîne le CP devant les tribunaux et fait pression pour qu'une loi régisse le monopole des chemins de fer et des élévateurs de compagnies. Son succès favorise son élection à l'Assemblée législative de la Saskatchewan en 1905.

Motherwell fut le premier commissaire agricole de la Saskatchewan de 1905 à 1909, et son tout premier ministre de l'Agriculture, de 1909 à 1918. En sa qualité de ministre, il lance des programmes coopératifs afin de gérer les crémeries, la commercialisation du grain et les assurances contre la grêle. Il soutient la recherche sur la culture de la zone aride des Prairies et surveille la fondation du Collège d'agriculture à la nouvelle Université de Saskatoon en 1908. Motherwell est également secrétaire de la province entre 1905 et 1912. Il siège presque sans interruption à l'Assemblée législative jusqu'à sa démission en 1918 en raison d'une controverse sur la langue d'enseignement.

Motherwell poursuit sa carrière politique sur la scène fédérale. Défait à l'élection partielle dans Assiniboia en 1919, il est ensuite député de Regina de 1921 à 1925 et de Melville entre 1925 et 1940. En 1921, Motherwell était le seul député libéral provenant de l'Alberta ou de la Saskatchewan et, compte tenu de son expérience, constituait un candidat naturel au poste de ministre de l'Agriculture. Il a dirigé le ministère jusqu'en 1930, sauf pendant le bref intervalle conservateur lors de la crise constitutionnelle King-Byng de 1926.

En 1930, les Libéraux sont aussi mal en point que l'économie des Prairies. Ils sont battus à l'élection de 1930, mais Motherwell continue à s'occuper des questions agricoles comme député de l'opposition pendant la Dépression. À sa retraite en 1940 à l'âge de 80 ans, il affirmait que sa ferme lui avait coûté davantage que la politique. Il meurt à Regina en 1943.

Enjeux de l'industrie

Dans les années 1920, la technologie évolue rapidement, mais les agriculteurs n'ont pas les moyens de mettre à l'essai les machines, les semences ou les nouvelles techniques sans courir des risques énormes. Pour progresser, ils ont besoin de la recherche du ministère effectuée sans parti pris.

Après plusieurs années de mauvaises récoltes dans les Prairies, une conférence sur la lutte contre la rouille du blé a lieu en septembre 1924. Les chercheurs des fermes expérimentales, du Conseil national de recherches ainsi que des universités canadiennes et américaines collaborent à la fondation du Laboratoire de recherche du Dominion sur les rouilles, au Collège d'agriculture du Manitoba, à Winnipeg. De nouvelles variétés de blé, d'avoine et d'autres céréales pouvant résister à la rouille sont mises au point.

Après l'abondante récolte de 1928, le Pool du blé a un excédent de céréales à vendre. Le prix garanti aux agriculteurs n'est plus concurrentiel sur le marché mondial ; un redressement est inévitable. Agriculteurs et commerçants annulent des commandes et réduisent la consommation. Les stocks s'accumulent et les paiements arrivent à échéance. La débandade économique s'annonce — la sécheresse de 1929 ne fait que confirmer la catastrophe.

Évolution du ministère

En 1923, l'embargo britannique sur le bétail canadien prend fin et de nouvelles possibilités d'exportation s'ouvrent aux producteurs canadiens. Les vétérinaires du ministère surveillent les quarantaines et les inspections et accompagnent les expéditions de bestiaux à l'étranger. Pour faciliter les exportations de bétail vers les États-Unis, le Canada adopte un nouveau plan des zones de mise en défens afin de lutter contre la tuberculose. Des régimes de surveillance et d'attestation permettent d'enregistrer les animaux non touchés par la maladie et propres à la reproduction et à l'exportation.

Malgré tous les efforts du ministère, la fièvre aphteuse originaire du Royaume-Uni finit par atteindre le cheptel canadien. En 1927, la rage franchit à son tour la frontière canado-américaine. Toutefois, la gale de la toison est éradiquée.

En 1923, la bactériologie devient une division du Service des fermes expérimentales. Dès 1929, il existe 186 stations expérimentales dans l'ensemble du Canada.

La Direction générale de l'économie agricole, créée en 1929, constitue une première : jusque-là, aucun ministère ne s'était concentré aussi intensément sur l'économie et la gestion intégrée des questions scientifiques et financières.

Le domaine partagé de la politique agricole continue d'exiger une coordination fédérale-provinciale pour maintenir les normes de qualité. La réglementation fédérale en matière de classement, conçue en vue du commerce international, est étendue au commerce interprovincial au moyen de lois provinciales habilitantes.

Faits notables

- En 1882, Motherwell est l'un des premiers diplômés du Collège d'agriculture de l'Ontario.

- Motherwell a été recommandé au portefeuille de l'Agriculture de la Saskatchewan dans le cabinet du premier ministre Walter Scott par certains des dirigeants du CPR qu'il avait traduits devant les tribunaux pour incurie et pratiques monopolistiques.

Agriculture et Agroalimentaire Canada | Agriculture and Agri-Food Canada

Robert Weir

Du 8 août 1930 au 23 octobre 1935

Robert Weir

(1882-1939)

Lieu de naissance
Wingham (Ontario)

Circonscription fédérale
Melfort (Saskatchewan)

Études
Université de Toronto (BA, 1911)

Antécédents professionnels
Enseignant dans le comté de Huron (Ontario) et à Regina (Saskatchewan) ; actuaire à La Confédération, Compagnie d'assurance-vie ; major du 78e Bataillon de la Force expéditionnaire canadienne ; inspecteur des écoles publiques de la Saskatchewan ; agriculteur et éleveur de chevaux, de bovins et de porcs

Appartenance politique
Conservateur

Carrière politique

Robert Weir est élu député de Melfort à l'élection de 1930 et dirige le ministère pendant l'une des périodes les plus difficiles de l'histoire de l'agriculture au Canada.

À l'époque de la Dépression, il n'est pas facile d'être au gouvernement. Des organisateurs communistes font de l'agitation dans les camps de secours des Prairies et mettent en branle la « marche sur Ottawa » afin de protester contre la politique conservatrice. Des membres en vue du parti et des chefs d'entreprise abandonnent le premier ministre R.B. Bennett et sa politique sociale pour organiser leur propre parti, dit de la reconstruction, dans l'intention de réformer le capitalisme. La Fédération du Commonwealth coopératif (CCF) acquiert force et popularité en Saskatchewan, province de Weir, tandis que le parti du Crédit social domine sur la scène politique de l'Alberta. Les droits imposés par Bennett pour combattre la Dépression font plus de tort que de bien à l'économie.

Weir perd à la fois son siège et son portefeuille lorsque le gouvernement Bennett est défait en 1935. Il est décédé à Weldon (Saskatchewan) en 1939.

Enjeux de l'industrie

Certaines régions et certains produits continuent de croître à un rythme satisfaisant au cours de la Dépression. Toutefois, le Pool du blé des Prairies est ruiné quand les paiements versés aux agriculteurs surpassent de beaucoup le cours mondial du blé en 1929. Les Conservateurs le maintiennent en vie grâce à des subventions secrètes, et Bennett accorde en 1930 une aide d'urgence de 20 millions $ aux agriculteurs des Prairies qui en ont grand besoin.

En 1931, les vents soulèvent le sol arable des Prairies. Les sauterelles font leur apparition en 1932 et, en 1933, la sécheresse, la rouille, la grêle et le gel s'unissent aux insectes pour anéantir une industrie du blé autrefois florissante. La terre qui rapportait 23 boisseaux à l'acre en 1928 n'en donne plus que trois en 1937. Entre 1928 et 1931, le prix du blé chute de 1,28 $ à 60 cents le boisseau. Bon nombre de fermiers abandonnent la terre ou quittent les Prairies. Les craintes des ministres précédents au sujet de la vulnérabilité des agriculteurs de l'Ouest s'ils ne diversifient leurs activités se matérialisent.

Évolution du ministère

Les chercheurs du ministère situés à Indian Head, Scott, Swift Current et Lethbridge enseignent aux agriculteurs à prévenir l'érosion des sols. Certaines des terres les moins propices sont transformées en pâturages. Le ministère subventionne aussi des études de reconnaissance des sols dans les zones arides. À Swift Current, le nouveau Laboratoire de recherches sur le sol étudie l'humidité, l'érosion et la fertilité. Le nouveau Laboratoire de fourrage de l'Université de la Saskatchewan se crée une renommée internationale pour ses travaux sur la reproduction et la génétique des graminées et des légumineuses de même que pour son enseignement.

Des fonctionnaires de divers services collaborent à la grande campagne de lutte contre les sauterelles en 1933. De concert avec les provinces, ils réduisent de façon vertigineuse les pertes de récolte causées par ces insectes nuisibles.

De 1931 à 1933, la Direction générale de l'économie agricole mène une étude sur l'alimentation en énergie et la machinerie des fermes afin de comparer le coût de l'énergie selon qu'elle provient d'un cheval ou d'un tracteur. Cette recherche est l'une des premières au Canada dans le domaine de la gestion d'une exploitation agricole et du changement social.

Un débat centré sur les compétences constitutionnelles naît à propos du droit du gouvernement fédéral d'établir des normes commerciales. En 1934, la *Loi sur l'organisation du marché des produits naturels* est jugée inconstitutionnelle parce qu'elle outrepasse la compétence du gouvernement fédéral en créant le Bureau de l'organisation du marché du Dominion.

Réalisations du ministre

Oeuvre de Weir, la *Loi sur le rétablissement agricole des Prairies* est adoptée en avril 1935. Elle prévoit des crédits annuels d'un million de dollars pour aider les agriculteurs à régler eux-mêmes leurs difficultés de trois façons : améliorer leurs méthodes, protéger leur approvisionnement en eau et modifier l'utilisation des terres. D'autres organismes fédéraux ainsi que les gouvernements des provinces des Prairies collaborent à cette entreprise. À l'origine, ce sont les fonctionnaires des fermes expérimentales qui veillaient à la mise en application de la loi mais, de nos jours, cette tâche relève d'une administration distincte.

Weir s'oppose à la centralisation de toute la recherche gouvernementale sous l'égide du Conseil national de recherches (CNR), bien que les autres membres du comité du Conseil privé chargé d'étudier la question se montrent favorables au changement. Au lieu de voir le ministère renoncer à la recherche, Weir propose la création en parallèle d'un conseil de recherche agricole. En 1934, les comités responsables de l'agriculture sont réorganisés en comités mixtes du ministère et du CNR. Ils comprennent également des représentants de l'industrie, des universités, des autres ministères et des provinces. Cette structure coopérative existe toujours sous la forme du Conseil de recherches agricoles du Canada.

Faits notables

- Weir, blessé à Passchendaele, est un héros de la Première Guerre mondiale.
- En 1932, le rapport annuel du ministère signale une hausse des demandes de renseignement touchant l'horticulture ornementale, attribuable sans doute au fait que les chômeurs ont plus de temps à consacrer à l'embellissement de leur demeure.
- Durant la Dépression, les Terre-Neuviens expédient de la morue salée aux agriculteurs démunis des Prairies afin de leur venir en aide. Mais ne connaissant pas ce produit, certains s'en servent, après trempage, pour boucher les fentes de leurs toits!

Agriculture et Agroalimentaire Canada | Agriculture and Agri-Food Canada

James Garfield Gardiner

Du 4 novembre 1935 au 21 juin 1957

James Garfield Gardiner

(1883-1962)

Lieu de naissance
Farquhar, comté de Huron (Ontario)

Circonscription fédérale
Melville (Saskatchewan)

Études
Collège du Manitoba, Winnipeg (BA, 1911)

Antécédents professionnels
Directeur d'école ; agriculteur

Appartenance politique
Libéral

« [Gardiner était] si déterminé en épousant la cause de l'Ouest qu'il a souvent exaspéré ses collègues ... Sa foi dans l'effort individuel et une intervention gouvernementale restreinte .... n'a jamais vacillé et il a mis constamment ses idées à profit pour bâtir sa province ... pendant la dépression, la guerre et la reconstruction. Éminemment partisan, il soutenait qu'un ministre doit être pleinement responsable et croyait sincèrement dans le favoritisme. »
— Norman Ward, biographe

Carrière politique

Gardiner est élu pour la première fois député provincial de Qu'Appelle-Nord lors d'une élection partielle en 1914, puis réélu cinq fois à l'Assemblée législative de la Saskatchewan. Il est ministre de la Voirie (1922-1926), ministre des Chemins de fer (1926-1927) et Trésorier (1926-1927 et 1934-1935). Quand le premier ministre C.A. Dunning est nommé au Cabinet fédéral, Gardiner devient chef du Parti libéral de la Saskatchewan et dirige le gouvernement provincial de 1926 à 1929. Ses Libéraux comptent sur l'appui des agriculteurs et des milieux ethniques, mais leur penchant pour le favoritisme contribue à leur défaite électorale en 1929.

Gardiner siège comme leader de l'Opposition pendant les premières années de la Dépression. Les Libéraux remportent l'élection de 1934 en Saskatchewan et Gardiner, élu cette fois dans Melville, devient premier ministre pour la seconde fois en juillet 1934.

À Ottawa, Mackenzie King cherche un nouveau ministre de l'Agriculture et invite Gardiner à quitter la scène provinciale pour le rejoindre. Gardiner accepte et laisse son poste de premier ministre le 1er novembre 1935. En janvier, il est élu député fédéral de Melville. Il sera réélu cinq fois.

Outre ses responsabilités à l'Agriculture, Gardiner agit aussi comme ministre des Services de guerre en 1940 et 1941. Son ambition politique ne se limite pas à siéger au Cabinet — il tente vainement d'obtenir le leadership du Parti libéral du Canada en 1948.

La seule défaite électorale de Gardiner survient en 1958 lors du balayage de Diefenbaker dans les Prairies. Il se retire de la politique et meurt en 1962.

Enjeux de l'industrie

Gardiner poursuit les efforts de Weir en vue d'améliorer le sol des Prairies et de rétablir l'économie de l'Ouest par une aide à l'agriculture. La Seconde Guerre mondiale exige du leadership pour assurer l'approvisionnement de l'Europe et des militaires canadiens outre-mer en produits agricoles. Le Canada connaît des récoltes exceptionnelles après 1939, mais le Royaume-Uni en guerre ne peut acheter de produits sans un prêt de 1,5 million $ du gouvernement canadien.

Jusqu'en 1947, le Comité de l'approvisionnement agricole planifie et gère la production et la commercialisation des aliments. Des commissions sectorielles sont chargées de conserver la matière première, d'obtenir des semences, d'acheter, de vendre et d'entreposer les stocks, ainsi que d'accorder les brevets d'exportation. Une aide au transport des plantes fourragères est instaurée en vue de réduire la pénurie dans l'Est du Canada. À la reprise de la production mondiale et du commerce après la guerre, quand les prix se mettent à chuter, une commission est constituée afin de commercialiser les produits agricoles et de procurer aux agriculteurs des subventions et des paiements de péréquation destinés à leur garantir un revenu adéquat.

Évolution du ministère

En 1937, dans le cadre d'une réorganisation majeure du ministère, des fonctions connexes sont regroupées sous une même administration. Quatre services fonctionnels — production, commercialisation, fermes expérimentales et sciences — remplacent les cinq directions antérieures. La séparation entre la recherche fondamentale (Service scientifique) et la recherche appliquée (Service des fermes expérimentales) provoque la controverse et la confusion. Un cinquième service, celui de l'administration, comprend l'Administration du rétablissement agricole des Prairies (ARAP), la bibliothèque, la publicité et les activités de vulgarisation.

D'importants travaux de recherche sur le rétablissement sont réalisés dans les nouvelles sous-stations expérimentales de district d'un bout à l'autre des Prairies. Après 1935, le Comité national de pédologie, financé par l'ARAP et composé de chercheurs des provinces, du ministère et des universités, commence à analyser des échantillons de sol afin de mieux surveiller et comprendre les modifications que subit la ressource pédologique. Grâce aux crédits et à la formation offerts par l'ARAP, des associations plantent des haies pour servir de brise-vent autour des champs et ainsi prévenir l'érosion du sol et protéger les bâtiments des grands vents.

Quand l'approvisionnement en semences potagères se met à manquer durant la guerre, les fermes expérimentales produisent des stocks supplémentaires. Le soja, le tournesol et le colza procurent de nouvelles huiles industrielles. Des études cherchent à établir si l'asclépiade commune peut servir comme substitut du caoutchouc et pour la bourre des vestes de sauvetage aquatique. Des chercheurs renseignent aussi les fonctionnaires du ministère de la Défense nationale sur la plantation et l'entretien des graminées sur les terrains d'aviation.

Lorsque Terre-Neuve entre dans la Confédération en 1949, le ministère obtient une ferme de démonstration et une école d'agriculture de plus.

En 1951, les biologistes et entomologistes forestiers sont sur le point d'être transférés au ministère des Ressources et du Développement économique. Afin de les garder au sein du ministère et d'améliorer le service à l'industrie, le ministère de l'Agriculture crée une division de l'entomologie forestière et de la phytopathologie qui doit aussi encourager la recherche en collaboration.

Une grave épidémie de fièvre aphteuse frappe la Saskatchewan en 1952 et le ministère constate que les fonctionnaires faisant le diagnostic de la maladie travaillent dans un service distinct de celui qui gère les quarantaines, ce qui est inefficace. Gardiner ordonne que la pathologie animale passe du Service scientifique au Service de la production. En 1956, la protection des plantes passe également au Service de la production pour des raisons semblables.

Réalisations du ministre

- La *Loi sur l'assistance à l'agriculture des Prairies* (1939) prévoit des paiements directs aux agriculteurs dont la récolte a été mauvaise en raison de circonstances qui ne sont pas de leur ressort.

- La *Loi sur la réduction des emblavures* (1942) instaure le contingentement des livraisons de céréales pour pallier au surplus du temps de guerre. Les agriculteurs sont compensés pour leurs pertes tandis que des paiements supplémentaires favorisent l'ensemencement de céréales secondaires et la mise en jachère.

- La *Loi sur le soutien des prix agricoles* (1944) crée une commission de commercialisation des produits et prévoit le versement de subventions et de paiements de péréquation aux agriculteurs pour la période de transition d'après-guerre.

Faits notables

- Gardiner est le ministre qui a occupé le plus longtemps le même portefeuille (22 ans).

- Le barrage de la rivière Saskatchewan-Sud, érigé à l'époque du gouvernement Diefenbaker pour accroître l'irrigation, porte le nom de Gardiner. Le réservoir ainsi créé s'appelle le lac Diefenbaker.

Agriculture et Agroalimentaire Canada | Agriculture and Agri-Food Canada

Douglas Scott Harkness

Du 21 juin 1957 au 10 octobre 1960

Douglas Scott Harkness

(1903-)

Lieu de naissance
Toronto (Ontario)

Circonscription fédérale
Calgary-Nord (Alberta)

Études
Université de l'Alberta (BA) ;
Université de Calgary (LLD (Hon.))

Antécédents professionnels
Enseignant ; agriculteur ;
lieutenant-colonel dans l'Artillerie royale canadienne

Appartenance politique
Conservateur

« Il était la seule personne à pouvoir lors d'un même discours irriter aussi bien les agriculteurs que les gens de la ville ... Il s'opposait à toute forme de subventions aux agriculteurs, ce qui est, pour eux, impardonnable. Puis il s'en prenait aux citadins qui veulent toujours payer leurs aliments le moins cher possible alors qu'ils ont déjà les plus bas prix au monde. »
— Alvin Hamilton

Carrière politique

Harkness revient en héros à Calgary après la Seconde Guerre mondiale et dès 1945, il est élu député fédéral de Calgary-Nord. C'est un politicien populaire sur la scène locale où il est réélu neuf fois dans Calgary-Nord, Calgary-Est ou Calgary-Centre.

En juin 1957, les agriculteurs de l'Ouest sont mécontents des Libéraux qui forment le gouvernement et leur reprochent les stocks de céréales invendus dans les Prairies. Portés au pouvoir ce même mois, les Conservateurs de John Diefenbaker forment un gouvernement minoritaire dont l'avantage n'est que de sept sièges. C'est la première fois que les Canadiens de l'Ouest dominent à Ottawa. Harkness devient ministre du Nord canadien et des Ressources naturelles ainsi que de l'Agriculture. Le fait d'avoir deux portefeuilles devient trop exigeant et son collègue de la Saskatchewan, Alvin Hamilton, prend celui du Nord canadien et des Ressources naturelles quelques mois plus tard.

En 1958, Diefenbaker déclenche de nouvelles élections où, fait sans précédent, il remporte 53,6 % du suffrage populaire et 208 sièges, la plus grosse majorité qu'un gouvernement canadien ait jamais connue. Vu la faveur dont jouit le gouvernement auprès des électeurs ruraux, il est alors facile pour Diefenbaker, Harkness et Hamilton, président du comité du blé du Cabinet et militant de longue date dans le domaine de l'agriculture, de présenter et de mettre en oeuvre au cours des deux années suivantes un programme agricole national d'envergure.

Harkness étant un ministre de l'Agriculture efficace mais non populaire, Diefenbaker accorde ce ministère à Hamilton et donne à Harkness le portefeuille de la Défense nationale. Il s'agit d'un ministère difficile au début des années 1960 en raison de la Guerre froide, des mauvais rapports de Diefenbaker avec les États-Unis et de la récente annulation du projet d'avions Avro Arrow. Diefenbaker a toujours été opposé aux armes nucléaires mais après la crise des missiles à Cuba, la plupart des Canadiens pensent qu'une protection nucléaire est nécessaire. Quand Diefenbaker rejette la recommandation de Harkness d'armer les missiles canadiens d'ogives nucléaires, une crise de leadership se déclenche au sein du Cabinet. Les ministres finissent par appuyer Diefenbaker, et Harkness démissionne du Cabinet le 4 février 1963.

Les Conservateurs sont battus à l'élection de 1963 mais Harkness conserve son siège de député jusqu'à sa retraite en 1972. Il vit toujours à Calgary.

Enjeux de l'industrie

L'agriculture est l'un des rares secteurs à ne pas avoir profité du boom de l'après-guerre. Bien que les conservateurs se disent favorables à la libre entreprise, Harkness est plutôt interventionniste. Avec Hamilton, il est d'avis que leurs mesures aideront à long terme les agriculteurs à s'adapter aux nouvelles conditions du marché. Mais devant les pressions de plus en plus vives en vue d'aider les agriculteurs à traverser des crises financières à court terme, le gouvernement n'a

que de maigres paiements à l'acre à leur offrir. Insatisfaits, les agriculteurs expriment leur ressentiment à Harkness et au comité du blé du Cabinet à l'occasion de pétitions et d'une marche sur Ottawa en mars 1959.

Évolution du ministère

Harkness réorganise le ministère et réunit les sciences pures et les fermes expérimentales au sein de la Direction générale de la recherche. La production et la commercialisation forment une autre direction générale, et l'administration (y compris l'économie), une troisième.

La Direction générale de la recherche est répartie sur le plan géographique en instituts de recherche, laboratoires régionaux et fermes expérimentales. Les scientifiques coordonnent leurs travaux par problème plutôt que par discipline. Le pouvoir est décentralisé vers les fonctionnaires régionaux et ceux des instituts, de sorte que le siège social peut se concentrer sur la planification et le développement. Les stations de démonstration sont rebaptisées fermes de projet expérimental et consolidées de manière à mieux équiper les établissements les plus importants.

Le ministère des Forêts, créé en 1960, intègre la Direction de la biologie forestière et ses 10 laboratoires régionaux.

Réalisations du ministre

- La *Loi sur les paiements anticipés pour le grain des Prairies* (1957) prévoit des paiements pour le grain moissonné et entreposé, tandis que la Commission canadienne du blé dispose de l'excédent accumulé depuis le début des années 1950.

- La *Loi sur la stabilisation des prix agricoles* (1958) établit un système flexible de prix garantis pour les produits de première nécessité selon une formule souple fondée sur le cours moyen de 10 années.

- La *Loi sur le crédit agricole* (1959) crée la Société du crédit agricole et encourage et facilite les investissements agricoles.

- La *Loi sur l'assurance-récolte* (1959) permet au gouvernement fédéral de verser directement des contributions aux provinces ayant adopté des régimes d'assurance-récolte.

- Le gouvernement intervient pour aider les agriculteurs à affronter le coût croissant du transport et forme en 1959 une Commission royale d'enquête sur le transport ferroviaire.

- La *Loi sur l'abattage sans cruauté des animaux destinés à l'alimentation* (1959) établit des normes dans les abattoirs.

Faits notables

- À l'école secondaire Crescent Heights de Calgary où il a enseigné au début des années 1930, Harkness avait pour directeur William « Bible Bill » Aberhart, célèbre premier ministre créditiste de l'Alberta.

- Harkness a reçu la Médaille George au cours de la Seconde Guerre mondiale pour « son courage, sa bravoure et son attachement exceptionnel au devoir » lors de la campagne de Sicile.

- La Douglas Harkness Community School de Calgary rappelle ses réalisations.

- Harkness a été décoré de l'Ordre du Canada en 1978.

Agriculture et Agroalimentaire Canada | Agriculture and Agri-Food Canada

Francis Alvin George Hamilton

Du 11 octobre 1960 au 22 avril 1963

Francis Alvin George Hamilton

(1912-)

Lieu de naissance
Kenora (Ontario)

Circonscription fédérale
Qu'Appelle/Qu'Appelle-Moose Mountain (Saskatchewan)

Études
École normale de Saskatoon ; Université de la Saskatchewan (BA, 1937, LLD (Hon.), 1989)

Antécédents professionnels
Enseignant ; capitaine dans l'Aviation royale du Canada ; président de Resources and Industries Associates ; partenaire dans Baker Trading Co. ; investisseur minier ; écrivain et conférencier ; consultant

Appartenance politique
Conservateur

« ... Sans doute le ministre de l'Agriculture le plus populaire de l'histoire du Canada ... un véritable radical des Prairies et un habile parlementaire ... »
— Peter Newman, *Renegade in Power: The Diefenbaker Years*

« Si vous libérez Alvin dans un champ de 40 acres où il n'y a que trois bouses de vache, vous êtes sûr qu'il mettra les pieds dans les trois. »
— John Diefenbaker

Carrière politique

À l'université, Hamilton se fait la main en politique en rédigeant des discours pour John Diefenbaker et en organisant les campagnes électorales conservatrices. Les Conservateurs de la Saskatchewan sont impopulaires et désorganisés ; les idées de Hamilton, ses écrits, son travail de comité et ses discours contribuent à leur renaissance de 1957.

Hamilton travaille à plein temps comme directeur du Parti conservateur fédéral en Saskatchewan de 1948 à 1957, et bien qu'il ait les yeux tournés vers la scène fédérale, il est choisi chef du parti provincial en 1949. En 1957, déçu de la politique provinciale après avoir été battu aux élections de 1948, 1952 et 1956 en Saskatchewan, il quitte la direction du Parti conservateur provincial pour se concentrer sur la campagne électorale fédérale.

Après ses défaites de 1945, 1949 et 1953 aux élections fédérales, il se promet, s'il est encore battu, d'abandonner la politique et de se chercher un emploi. Grâce au programme national de mise en valeur de Diefenbaker, Hamilton est enfin élu député de Qu'Appelle en 1957. Il informe d'abord Diefenbaker qu'il ne veut pas de portefeuille, mais ses partisans et son chef lui-même estiment qu'il en mérite un ; il devient ministre du Nord canadien et des Ressources nationales et préside le comité du blé du Cabinet à partir d'août 1957. Lors du remaniement ministériel de 1960, Diefenbaker lui confie le portefeuille de l'Agriculture.

Hamilton tombe malade et ne fait pas activement campagne à l'élection de 1962. Les Conservateurs ne forment qu'un gouvernement minoritaire, gardant la plupart de leurs sièges ruraux mais perdant l'appui et la confiance des électeurs urbains et de l'Est du Canada. Plusieurs mesures de l'ère Diefenbaker semblent n'avoir profité qu'à l'Ouest. Hamilton, par exemple, a résolu le problème de l'excédent céréalier mais n'a pas fait grand chose pour réduire les surplus de beurre et d'autres produits laitiers. Les électeurs s'impatientent et malgré les efforts en vue d'adopter des politiques propres à satisfaire l'Est, les Conservateurs perdent l'élection de 1963.

Hamilton résiste à ceux qui souhaitent son retour sur la scène politique de la Saskatchewan après 1963. Il devient critique de l'Opposition en matière d'agriculture, de finances et d'énergie, et il préside les comités du caucus sur l'agriculture et les politiques. Il siège également au comité parlementaire du Nord canadien et des ressources naturelles, et il s'intéresse au commerce international. Il sollicite vainement la direction du Parti conservateur fédéral en 1967.

Hamilton est défait à l'élection fédérale de 1968 mais revient comme député de Qu'Appelle-Moose Mountain en 1972. Il occupera ce siège pendant 16 ans. Lorsque les Conservateurs reprennent le pouvoir en 1984, il devient conseiller politique auprès du gouvernement Mulroney.

Hamilton s'est retiré de la politique fédérale en 1988 ; il vit à Manotick (Ontario).

Évolution du ministère

Hamilton adopte une approche non interventionniste à l'égard du ministère ; il en confie l'administration à son sous-ministre pour se concentrer sur le commerce et la mise en valeur.

Il transfère la Commission canadienne du blé du portefeuille du Commerce à celui de l'Agriculture ; pour résoudre les problèmes de liquidités des agriculteurs, dit-il, il a besoin du contrôle des ventes de céréales. Il place aussi la Commission canadienne des grains sous son autorité en 1960.

En 1962, la Division de l'hygiène vétérinaire est retranchée de la Direction de la production et des marchés. Hamilton crée également l'Institut de recherche sur les aliments qui réunit trois établissements connexes en un seul chargé d'étudier la qualité des aliments, leur acceptation par les consommateurs, leur entreposage et leur transformation.

Réalisations du ministre

Au pire de la Guerre froide, Hamilton vend l'excédent de grains du Canada à la Chine communiste. Victime d'une pénurie alimentaire, Beijing commence en 1958 à acheter du blé au Canada. En vertu d'une entente conclue en 1960, les expéditions de blé et d'orge à la Chine dépassent 422 millions $ sur une période de deux ans et demi.

Les négociations commerciales et diplomatiques soulèvent la controverse. Le Cabinet vient près de ne pas approuver les modalités de crédit. Les Américains s'opposent au commerce avec l'« ennemi communiste ». Les défenseurs du Commonwealth condamnent l'agression de la Chine en Inde. Quant aux fabricants de textiles, ils craignent de perdre leur part du marché si des marchandises chinoises entrent réciproquement au Canada. Cependant, ces exportations ramènent la prospérité agricole dans l'Ouest — elles font tripler le revenu agricole moyen — et elles assurent au Parti conservateur une fidélité durable dans les Prairies. De nos jours, les ventes de céréales à la Chine se chiffrent à 750 millions $.

Hamilton collabore à la création du Programme alimentaire mondial des Nations Unies et du Conseil de la recherche en économie agricole, un organisme mixte, industriel et gouvernemental, qui effectue des évaluations de politique indépendantes et des recherches en économie agricole et sociologie rurale.

Son dernier legs consiste dans la *Loi sur l'aménagement rural et le développement agricole* (ARDA) en 1961. Cette mesure facilite les programmes fédéraux-provinciaux ayant pour but d'aider les agriculteurs dont l'exploitation est petite ou non rentable à diversifier l'utilisation de leurs terres ou à trouver un nouvel emploi, de promouvoir la conservation du sol et de l'eau ainsi que de financer la recherche et les projets d'aménagement rural.

Faits notables

- Hamilton est décoré de l'Étoile de Birmanie pour services rendus au cours de la Seconde Guerre mondiale.

- En 1987, le Parlement souligne le 30e anniversaire de l'accession de Hamilton à un poste de député. John Turner s'amuse à le mettre en boîte au sujet de sa carrière : « Les agriculteurs canadiens se souviendront de lui comme d'un ministre aux succès spectaculaires ... Son unique erreur de jugement est d'avoir embauché Brian Mulroney ». (Mulroney avait collaboré à la campagne de Hamilton en 1962.)

Agriculture et Agroalimentaire Canada | Agriculture and Agri-Food Canada

Harry William Hays

Du 22 avril 1963 au 17 décembre 1965

Harry William Hays

(1909-1982)

Lieu de naissance
Carstairs (Alberta)

Circonscription fédérale
Calgary-Sud (Alberta)

Études
St. Mary's High School, Calgary

Antécédents professionnels
Encanteur, exportateur de bétail, éleveur/ agriculteur et producteur de Holstein ; président de l'Association canadienne des éleveurs de porcs lors de la campagne « Bacon for Britain » durant la guerre ; président-fondateur de l'Association des éleveurs de poulets de l'Alberta ; président de l'Association des éleveurs de Holstein de l'Alberta ; président du bureau agricole de la Chambre de commerce de Calgary ; radio diffuseur

Appartenance politique
Libéral

« Je ne veux pas me présenter comme un rustre ou un habitant, quels que soient les avantages politiques que cette image populaire peut sembler rapporter ... Je ne pense pas qu'on doive avoir l'air du cousin de la campagne qui vient de sortir de l'étable ... pour faire du bon travail comme ministre de l'Agriculture. »
— Harry Hays

« Il n'y a pas de ministre qui paraisse plus inapte au Parlement et rares sont ceux qui accomplissent autant en dehors du Parlement. »
— Walter Stewart, *Toronto Star Weekly*, 1965

Carrière politique

Quand Harry Hays vend son troupeau de vaches laitières pour devenir maire de Calgary en 1959, il explique avoir fait fortune comme éleveur et pro-ducteur laitier et chercher autre chose pour sa retraite.

Hays, un admirateur de Lester Pearson, se voit offrir la chance de mettre au point la politique agricole libérale s'il se présente aux élections de 1963. Il devient le seul député libéral de l'Alberta ou de la Saskatchewan. Nommé ministre de l'Agriculture, ses fréquentes absences du Parlement sont remarquées — mais le temps lui manque puisqu'il demeure pendant quelque temps maire de Calgary, qu'il se déplace à titre de gouverneur de district du club Rotary et qu'il ne veut pas renoncer à son rôle d'encanteur.

En politique, Hays est un personnage pittoresque qui fait des fautes de grammaire et profère des jurons pour ensuite accuser les journalistes qui ont poli ses propos de l'avoir cité de travers. Il exprime ainsi l'un de ses objectifs: « Nous voulons que l'économie agricole du Canada fonctionne comme une toilette à l'eau courante et non comme une bécosse ». Il est populaire au sein de son caucus et invite souvent les députés ruraux de l'arrière-ban à corriger un projet de loi et à se prononcer. Mais le rythme d'Ottawa ralentit ses élans. Il se met à dos les organisations agricoles lorsqu'il démolit leurs propositions qui lui déplaisent. Le Canada lui semble dépassé lorsqu'il veut fixer les prix afin de renforcer l'industrie et, pour lui, les subventions créent des excédents. Il préconise un revenu agricole minimum et un système global de mise en marché pour les agriculteurs.

Hays est battu à l'élection de 1965. Les Albertains n'ont pas aimé la politique libérale touchant l'assurance-maladie, les pensions et le nouveau drapeau canadien. Hays est nommé sénateur en 1966 et continue à développer la politique agricole en tant que membre du comité sénatorial de l'agriculture.

Hays est aussi coprésident du comité mixte spécial du Sénat et de la Chambre des communes sur la Constitution, en 1980 ; il joue un rôle majeur dans la rédaction de la Charte des droits et pour convaincre ses collègues sénateurs d'accepter une dilution de leur droit de veto. Il meurt en 1982 des suites d'une chirurgie cardiaque.

Évolution du ministère

- Le ministre du Commerce, Mitchell Sharp, veille sur la Commission canadienne du blé pendant le mandat de Hays.

- Après 1963, le traitement des dossiers touchant la production laitière se fait par ordinateur.

- En 1964, la Division de l'économie devient une direction et elle est responsable de la mise en marché et du commerce.

- Il y a des fermetures et des fusions de stations expérimentales pour rendre la recherche plus efficace.

Réalisations du ministre

Après le succès de l'importation de bovins charolais des États-Unis en 1951, Hays répond aux demandes des éleveurs pour des races exotiques et de qualité en proposant un plan d'importation pour l'Europe. Cent treize Charolais sont importés directement d'Europe au Canada en 1965 et subissent dûment les quarantaines et les inspections. D'autres races suivent : Simmental, Limousin, Main Anjou et Brune des Alpes.

En retour, Hays forme au Canada des troupeaux d'exposition composés de vaches laitières et de bovins de boucherie. Les troupeaux vivent dans des fermes expérimentales ; les activités sont gérées et financées par la Direction de la production et des marchés. En 1965, un troupeau de Holstein du Canada s'envole vers la France pour une tournée de deux mois dans les foires agricoles en vue de promouvoir les échanges bilatéraux. Des tournées semblables sont organisées les années suivantes en Europe et en Amérique du Nord.

Sous le parrainage de Hays, la *Loi créant la Commission du lait* (1966) établit un organisme de réglementation pour l'achat, la transformation, le transport, l'entreposage et la vente du produit ; la Commission effectue aussi les paiements de stabilisation des prix, mène des enquêtes sur la production, la transformation et la mise en marché, et fait la promotion des produits laitiers et des améliorations à y apporter en matière de qualité et de variété. Hays estime cependant que les agriculteurs doivent prendre de l'expansion et diversifier leurs activités parce que « le prix ne peut à lui seul résoudre les difficultés financières des petits producteurs ». La *Loi sur le crédit aux groupements agricoles* offre des prêts pour l'achat de machines agricoles sur une base coopérative, et elle hausse le plafond des prêts disponibles.

Le gouvernement fédéral révise son soutien aux foires et aux expositions agricoles en 1965 et crée une nouvelle classification des produits, très controversée, qui met l'accent sur l'utilité au lieu de l'apparence.

Hays établit le Collège vétérinaire de Saskatoon, il renforce l'assurance-récolte et instaure le système national de comptabilité agricole.

Faits notables

- Dans les années 50, à titre de plus grand exportateur de bétail en Amérique du Nord, Hays inaugure les exportations aériennes, il est le premier à expédier des bovins de race au Royaume-Uni et au Mexique, et il trouve de nouveaux marchés. Il a été propriétaire du plus gros troupeau de Holstein au Canada et détenteur de nombreux records mondiaux.

- Il a développé la race bovine Hays Converter, la première à être enregistrée au Canada.

- Hays regrettait de ne pas avoir fait d'études et rêvait de diriger la ferme expérimentale de Lethbridge. Quand il est devenu ministre, sa femme lui a dit en riant qu'il dirigeait maintenant les 38 fermes.

- Douglas Harkness (de Calgary lui aussi) était un bon ami de Hays. Mais non Alvin Hamilton. D'après Hays, Hamilton jouissait d'une réputation surfaite ; il le comparait à la grenouille qui veut se faire aussi grosse que le boeuf. Hays a lancé à Hamilton le défi d'aller à la Ferme expérimentale centrale montrer qu'il savait traire une vache — mais le concours n'a jamais eu lieu, au grand chagrin des médias.

- À Calgary, l'immeuble fédéral situé sur 4th Avenue S.E. a été nommé en l'honneur de Hays.

- Son fils Dan est présentement sénateur libéral de l'Alberta.

Agriculture et Agroalimentaire Canada | Agriculture and Agri-Food Canada

John J. Greene

Du 18 décembre 1965 au 5 juillet 1968

John J. Greene

(1920-1978)

Lieu de naissance
Toronto (Ontario)

Circonscriptions fédérales
Renfrew-Sud, Niagara Falls (Ontario)

Études
Université de Toronto (BA, 1948) ; Osgoode Hall (LLB, 1950)

Antécédents professionnels
Mineur dans le Nord de l'Ontario ; capitaine dans l'Aviation royale du Canada (1941-1945) ; fondateur d'un cabinet d'avocats à Arnprior (Ontario) en 1949

Appartenance politique
Libéral

« Il est difficile pour moi de ne pas me donner à fond. Si cela devient impossible, je n'aurai qu'à démissionner. »
— J.J. Greene, à propos de sa crise cardiaque en 1969

Carrière politique

Bien que sa jeunesse passée à Toronto ait été bien différente de la vie à la ferme, le *Toronto Star* décrit Greene en ces termes : « Bon enfant, près des gens et à qui tout sourit ... simple et sans prétention ... l'un des meilleurs communicateurs aux Communes ». L'un des rares ministres de l'Agriculture du Canada à ne pas être lui-même agriculteur, Greene met à profit son expérience des petites municipalités et de la politique régionale à Arnprior et dans le comté de Renfrew pour mieux connaître les collectivités rurales.

Candidat malheureux à la direction du Parti libéral de l'Ontario en 1959, Greene est élu député de Renfrew-Sud en 1963. Réélu en 1965, il devient ministre de l'Agriculture sous Lester Pearson — il est le premier Canadien de l'Est à occuper ce poste depuis 54 ans. On reproche à cet avocat urbain de ne rien connaître de la question agricole et d'avoir simplement mieux réussi que les autres dans ses pressions pour accéder au poste.

En 1968, Greene est candidat à la direction du Parti libéral du Canada ; il prononce un discours enflammé sur l'unité nationale et se rend jusqu'au troisième tour de scrutin avant d'offrir son appui à Pierre Trudeau. La même année, il est réélu député mais dans une autre circonscription, Niagara Falls, et il devient ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources dans le premier Cabinet de Trudeau. Comme ministre de l'Énergie, il empêche de passer sous contrôle américain la plus grosse société pétrolière appartenant à des intérêts canadiens et le plus gros producteur d'uranium du Canada.

Greene subit une crise cardiaque en 1969. En 1971, il fait un accident cérébrovasculaire lors d'une conférence sur la question nucléaire au Japon. Il se retire du Cabinet en janvier 1972 et est nommé sénateur en septembre 1972. Greene n'a jamais cessé de travailler pour les Canadiens. Il participait encore aux débats du Sénat une semaine avant son décès survenu à Ottawa en 1978.

Évolution du ministère

- En 1966, la Commission canadienne des grains informatise les récépissés et les documents comptables dans les élévateurs du gouvernement canadien.

- En 1967, pendant l'année du Centenaire, le ministère fait paraître de nombreuses publications spéciales portant sur l'historique du ministère et l'industrie agricole canadienne. Le nombre de visiteurs dépasse la moyenne dans les établissements de la Ferme expérimentale et du Musée de l'agriculture tout au long de l'année 1967.

- L'immeuble Sir John Carling est inauguré à Ottawa en 1967. Pour la première fois, les gestionnaires des diverses divisions et directions du ministère sont réunis sous un même toit au siège social situé sur la Ferme expérimentale centrale.

- Aux neuf produits de première nécessité que soutenait depuis ses débuts l'Office de stabilisation des prix agricoles, s'ajoutent des subventions à la betterave sucrière, à la pomme de terre ainsi qu'au lait et à la crème de transformation.

- La recherche ministérielle commence à s'intéresser davantage aux animaux d'élevage et au génie agricole.

- L'Office canadien des provendes, créé sous l'égide du ministère des Forêts en 1966, est transféré sous le portefeuille de Greene en 1968.

Réalisations du ministre

Sous la direction de Greene, cinq économistes agricoles de réputation sont nommés au sein du Groupe de travail sur la politique agricole chargé, en 1967, de faire des recommandations au ministre sur la meilleure façon de garantir le revenu et le mieux-être des agriculteurs. Le groupe de travail commande 12 études sur des questions agricoles courantes.

En 1965, la Direction de l'économie entreprend une évaluation à long terme de l'agriculture canadienne concernant les prévisions de l'offre et de la demande en produits de première nécessité ainsi que le comportement des producteurs et des consommateurs sur le marché. Dans le cadre de ces travaux, on étudie la possibilité de créer des offices de commercialisation pour divers produits de base canadiens, ouvrant ainsi la voie à la future législation en matière de commercialisation.

Les modifications apportées à la *Loi sur l'assurance-récolte* en 1966 permettent à un plus grand nombre d'agriculteurs de s'assurer et réduisent le coût de leurs cotisations en augmentant la valeur de la contribution fédérale. Le régime est en outre élargi afin d'englober les exploitations d'arbres fruitiers, de petits fruits et de peuplements de plantes fourragères, ainsi que les frais de préparation des jachères lorsqu'il est impossible de procéder à l'ensemencement printanier à cause d'un excès d'humidité. Les modifications de Greene sont fructueuses : dans son rapport annuel de 1968-1969, le ministère signale une hausse de 93 % dans le nombre d'agriculteurs inscrits aux régimes d'assurance provinciaux en regard de l'année précédente.

Greene est élu président de la Conférence pour les annonces de contributions au Programme alimentaire mondial des Nations Unies en 1966 et il dirige la délégation canadienne à la conférence de l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture qui a lieu à Rome en 1967.

Fait notable

- Greene reçoit la Croix du service distingué dans l'Aviation au cours de la Seconde Guerre mondiale.

Agriculture et Agroalimentaire Canada | Agriculture and Agri-Food Canada

Horace Andrew (Bud) Olson

Du 6 juillet 1968 au 26 novembre 1972

Horace Andrew (Bud) Olson

(1925-)

Lieu de naissance
Iddesleigh (Alberta)

Circonscription fédérale
Medicine Hat (Alberta)

Études
Medicine Hat High School

Antécédents professionnels
Éleveur, producteur de blé ; marchand général et agrofournisseur ; membre de l'Union des agriculteurs du Canada et de la Western Stock Growers' Association jusqu'à son élection au Parlement ; membre du Conseil économique du Canada (1975-1979)

Appartenance politique
Parti du Crédit social (jusqu'en 1967), Libéral

« Un homme d'une grande courtoisie et intelligence. »
— Jean Chrétien, à la nomination d'Olson au poste de lieutenant-gouverneur de l'Alberta en 1996

« Les agriculteurs mettaient tous leurs espoirs dans le ministre de l'Agriculture et son ministère ; si vous êtes bon politicien, il vaut mieux se plier à leur vision et faire quelque chose d'utile pour eux ... »
— Bud Olson

Carrière politique

Olson est élu député créditiste de Medicine Hat en 1957. Bien que défait à l'élection de 1958, il est réélu en 1962 puis en 1963 et 1965. En 1967, le Crédit social est en voie de désintégration au niveau fédéral. De nombreux collègues d'Olson passent aux Conservateurs, mais l'ex-ministre libéral de l'Agriculture Harry Hays contribue à le persuader de siéger comme Libéral. En bon pragmatique, Hays décide qu'il a de meilleures chances de percer en se joignant au Parti libéral, qui ne compte alors aucun siège en Alberta, qu'au Parti conservateur qui possède tous les sièges dans l'Ouest du Canada.

Olson appuie la candidature de Pierre Trudeau à la direction des Libéraux et est nommé ministre de l'Agriculture après avoir remporté ses premières élections en tant que libéral en 1968. Mais au début des années 1970, les politiques libérales fédérales sont impopulaires en Alberta. (« Pourquoi devrais-je vendre votre blé ? », demande même Trudeau à des producteurs de l'Ouest en difficulté.) Olson est battu aux élections de 1972 et de 1974.

En 1977, Olson est nommé sénateur. Il est leader de l'Opposition au Sénat en 1979 et leader du gouvernement de 1982 à 1984. Son portefeuille favori est celui qu'il détient à titre de sénateur — celui du Développement économique régional, de 1980 à 1984. L'un des ministres les plus puissants de Trudeau, il dirige le comité du développement économique du Cabinet entre 1980 et 1983. Il est aussi ministre responsable de l'Administration du pipeline du Nord de 1980 à 1984. Convaincre sa province natale de la valeur de la Politique énergétique nationale constitue pour lui tout un défi, mais il tente de collaborer avec les sociétés pétrolières en matière de réglementation. En 1982, le magazine *Maclean* le décrit comme « discret, affable, imperturbable et rusé comme un renard ».

En avril 1996, Olson devient le 14e lieutenant-gouverneur de l'Alberta. Sa nomination porte à controverse mais, de son propre avis, « si vous voulez quelqu'un qui fasse bien ce travail, adressez-vous à un politicien ».

Enjeux de l'industrie

En 1969, le groupe de travail chargé d'étudier les défis et les conditions auxquels font face les agriculteurs et les transformateurs publie son rapport intitulé *L'agriculture canadienne dans les années 1970*. La surproduction afflige de façon chronique beaucoup de produits de base et les systèmes de marché constituent une priorité de tout premier ordre dans l'élaboration de la politique. Olson estime que son rôle « a toujours été celui d'un vendeur. Nous avions d'énormes excédents de blé, de porc entreposé et une montagne de poudre de lait écrémé ... et il fallait essayer d'écouler tout ça sur le marché international. Ce n'était pas facile ... d'autres pays avaient aussi des excédents et nous devions tenter d'obtenir des prix raisonnables ».

Évolution du ministère

L'idéologie populaire voulait que le gouvernement fonde ses activités de planification et de coordination sur les circuits alimentaires. En 1972, la Direction des circuits alimentaires est créée ; sa mission est d'examiner, d'évaluer et de surveiller les programmes alimentaires du gouvernement fédéral touchant la production et la commercialisation des produits agricoles. Les changements font envisager la gestion des produits en fonction des marchés, de sorte qu'elle englobe non seulement les producteurs de matière première mais encore les transformateurs, les distributeurs, les détaillants et les consommateurs. La nouvelle approche est critiquée par certaines organisations agricoles qui craignent de perdre leur droit de regard sur les mesures touchant l'agriculture.

Le ministère s'engage dans l'implantation de programmes destinés à réduire la surproduction, en particulier dans le secteur céréalier. Un programme d'incitation à l'établissement de pâturages est lancé, et les scientifiques de la Direction générale de la recherche étudient les moyens d'encourager les producteurs de céréales à transformer leurs terres les moins productives en pâturages permanents. Les scientifiques recherchent aussi de nouvelles méthodes pour utiliser les excédents de grains et trouvent de nouvelles cultures innovatrices pouvant être lancées sur le marché tant canadien qu'international.

La taille et la portée des activités gouvernementales sont restreintes pour la première fois. Des stations de recherche sont fermées afin de réduire les coûts marginaux. On ferme l'Institut de lutte biologique de Belleville en 1971, par exemple, et bon nombre d'employés déménagent à Winnipeg ou à Regina.

Des contrats de recherche sont impartis aux universités ou au secteur privé. L'emploi dans le secteur privé s'en trouve stimulé, de même que la créativité dans des domaines où le ministère ne disposait pas de ressources suffisantes. Les contrats sont accordés pour trouver des solutions à des problèmes précis, de manière à ce que les résultats se traduisent avec rapidité et efficacité dans l'économie.

Réalisations du ministre

- Olson pilote les premières étapes, controversées, qui ont mené à la gestion de l'offre, notamment la loi habilitante des offices de commercialisation du dindon et du poulet. « J'ai voulu, dit-il, persuader les agriculteurs qu'ils devaient prendre part à la commercialisation et non s'attendre à ce quelqu'un d'autre le fasse à leur place. Ce quelqu'un d'autre pourrait ne rechercher que le bénéfice marginal. Les producteurs devaient s'impliquer pour obtenir de bons prix. »

- Un programme de réduction des stocks de céréales (*Lower Inventories for Tomorrow*, ou LIFT) est créé pour réduire la production céréalière de l'Ouest et les excédents.

- Le ministère révise pour la première fois depuis 30 ans la *Loi sur les grains du Canada*.

- On met en oeuvre le Programme de développement des petites fermes, tendant à la fois à venir en aide aux producteurs en difficulté et à offrir des options à ceux qui voudraient quitter l'agriculture.

Agriculture et Agroalimentaire Canada | Agriculture and Agri-Food Canada

Eugene Francis Whelan

Du 27 novembre 1972 au 3 juin 1979
et du 3 mars 1980 au 29 juin 1984

Eugene Francis Whelan

(1924-)

Lieu de naissance
Amherstburg (Ontario)

Circonscription fédérale
Essex-Sud/Essex-Windsor (Ontario)

Études
Walkerville Vocational and Technical School ; Université de Windsor (LLD (Hon.), 1983)

Antécédents professionnels
Exploitant de ferme mixte, formé comme outilleur-ajusteur ; directeur et président de la Harrow Farmers Co-op ; directeur des United Co-operatives of Ontario, de la Compagnie d'assurance Co-operators et du Ontario Winter Wheat Producers Marketing Board ; président de la section d'Essex et membre du conseil d'administration de la Fédération de l'agriculture de l'Ontario

Appartenance politique
Libéral

« On ne nourrit ni les vaches ni les gens avec du papier. »
— Eugene Whelan

Carrière politique

Whelan fait l'expérience de la démocratie populaire sur la scène municipale, passant de la commission des écoles séparées en 1945 au conseil de canton et au comité de la voirie du comté d'Essex dans les années 1950, pour enfin devenir préfet en 1962. Après une défaite à l'élection provinciale de 1959, il est élu député fédéral d'Essex-Sud en 1962, siège qu'il occupe jusqu'à sa retraite de la politique.

Comme député, ce sont les questions relatives à l'agriculture et aux ressources qui retiennent constamment l'attention de Whelan. Il est entré en politique pour « donner aux agriculteurs une voix plus forte ». Il préside le comité de l'agriculture des Communes (1965-1968) et agit comme secrétaire parlementaire du ministre des Pêches et des Forêts (1968-1970). Il devient ministre de l'Agriculture après l'élection de 1972 et garde ce portefeuille pendant 12 ans, sauf pour l'intermède de neuf mois du gouvernement conservateur de Joe Clark en 1979-1980.

Whelan s'intéresse vivement aux organisations parlementaires et agricoles d'ordre international ; il représente le Canada à la conférence de fondation du Conseil mondial de l'alimentation des Nations Unies (1974) dont il devient plus tard le président (1983-1985). Tant à titre de ministre que de député, il s'occupe activement des questions touchant l'aide étrangère et le développement agricole, et prend part à de nombreuses missions commerciales ainsi qu'à des conférences de l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE) et de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

Whelan se présente à la direction du Parti libéral en juin 1984 mais il est battu. Il décide de ne pas briguer les suffrages en 1984 et devient consultant en politique agricole et agroalimentaire. Lorsqu'il prend sa retraite en juillet 1984, il est nommé premier ambassadeur et représentant permanent du Canada auprès de la FAO à Rome. Dès octobre, les Conservateurs annulent sa nomination qu'ils citent comme symbole du favoritisme libéral. Il est nommé au Sénat en août 1996.

Enjeux de l'industrie

Le gouvernement impose le contrôle des prix pour faire échec à l'inflation. Même si la Commission de surveillance des prix des produits alimentaires attribue les prix élevés aux offices de commercialisation et non aux supermarchés, Whelan défend le droit des agriculteurs d'obtenir de bons prix. Il estime que le problème ne réside pas dans la surproduction mais dans le fait de ne pas répondre exactement aux besoins du marché.

Évolution du ministère

En 1977, l'approche des circuits alimentaires en matière de gestion a gagné l'ensemble du ministère. La Direction générale des circuits alimentaires est absorbée par la Direction générale du développement régional. Les cinq autres directions générales s'alignent toutes sur la promotion d'une orientation « alimentaire ». À l'occasion d'une nouvelle réorganisation en 1978, la Direction générale de la politique, de la planification et de l'évaluation est créée pour servir de lien entre les questions de développement nationales et internationales. Les travaux du ministère chevauchent de plus en plus ceux des autres ministères touchant la politique alimentaire, et Whelan s'efforce d'établir un esprit de collaboration.

Le vif intérêt que porte Whelan à l'agriculture internationale et la préoccupation qu'il manifeste devant le danger éventuel de famine en Afrique amènent le ministère à participer à de nombreux projets de recherche et développement approuvés par l'ACDI.

Whelan consacre énormément de temps à ses fonctionnaires et demeure encore pour eux de nos jours l'un des ministres les plus populaires et les plus respectés. Il parle en ces termes du ministère : « À mon arrivée en 1972, on m'a remis l'une des meilleures boîtes du gouvernement ... Depuis la Confédération, le ministère de l'Agriculture était le plus décentralisé ... nous pratiquions la décentralisation avant que le mot n'existe ».

Réalisations du ministre

- Whelan tient à la gestion de l'offre et aux offices de commercialisation, en particulier pour l'industrie laitière. Il proclame l'Office canadien de commercialisation des oeufs en 1973 et l'Office national de commercialisation du dindon en 1974, et il crée l'Office national de commercialisation du poulet à griller en 1976. Il échoue dans la création d'offices dans d'autres secteurs.

- Le Fonds pour l'implantation de nouvelles cultures (1973) contribue à l'obtention de nouvelles cultures et de nouvelles variétés.

- Une politique des grains de provende (1974, 1976) coordonne le transport et les stocks de grains de provende destinés au marché intérieur et à l'exportation. En 1977, d'autres programmes sur l'entreposage des grains de provende accroissent la production et l'efficacité de l'industrie de l'alimentation du bétail.

- Whelan rêve de créer une banque des agriculteurs. Il n'atteint pas son objectif, mais les modifications apportées à la *Loi sur le crédit agricole* (1975, 1978) haussent le plafond des prêts.

- La *Loi sur le paiement anticipé des récoltes* (1977) garantit des prêts aux producteurs qui ont besoin de paiements anticipés à l'égard de cultures périssables.

- Whelan collabore avec les organisations agricoles en vue de créer en 1983 une société d'État, CANAGREX, ou Société canadienne d'exportation des produits agricoles.

Faits notables

- Whelan est l'un des meilleurs collaborateurs de Pierre Trudeau en matière constitutionnelle. Toutefois, en 1976, le Cabinet refuse de subventionner les produits laitiers pour compenser les pertes causées aux agriculteurs par l'affaissement du marché mondial, et Whelan se fait arroser de lait par des producteurs laitiers du Québec en colère. Il affirme que ce refus a contribué à la victoire du Parti Québécois dans les circonscriptions rurales à l'automne de la même année (la moitié des producteurs laitiers du Canada se trouvent au Québec).

- En 1983, lorsqu'il était ministre de l'Agriculture en URSS, Mikhail Gorbatchev, a visité le Canada à l'invitation de M. Whelan. C'était son seul voyage important dans un pays de l'Ouest avant de devenir secrétaire général du Parti communiste.

- Whelan, ce « grand agriculteur canadien », est fait officier de l'Ordre du Canada en 1987.

- La ferme expérimentale située près de Woodslee et qui fait partie de la station de recherche de Harrow porte le nom de Eugene F. Whelan en son honneur.

- La fille de Whelan, Susan, occupe maintenant le siège d'Essex.

Agriculture et Agroalimentaire Canada

Agriculture and Agri-Food Canada

John Wise

Du 4 juin 1979 au 2 mars 1980
et du 17 septembre 1984 au 14 septembre 1988

Canada

John Wise

(1935-)

Lieu de naissance
St. Thomas (Ontario)

Circonscription fédérale
Elgin (Ontario)

Études
Université de Guelph (1956)

Antécédents professionnels
Producteur laitier de la cinquième génération ; président de Elgin Jersey Breeders ; directeur et président de Oxford and District Cattle Breeders Association (devenue Western Ontario Breeders) ; juge de bovins laitiers ; président des comités d'aménagement d'Elgin et de St. Thomas ; directeur de Elgin Co-operative Services

Appartenance politique
Conservateur

« Dans cette fonction, le ciel vous tombe sur la tête tous les jours. La nature a le dernier mot et vous ne savez jamais à quoi vous attendre. »
— John Wise, cité dans le *Globe and Mail* en 1988

Carrière politique

Wise travaille dans les organisations agricoles et dans le domaine de la politique municipale et de l'aménagement pendant plus de 15 ans avant d'être élu au Parlement. Dans les années 1960, il est tour à tour conseiller, sous-préfet et préfet du canton de Yarmouth, et devient en 1969 préfet du comté d'Elgin. Trois ans plus tard, il est élu député d'Elgin et conserve son siège au cours de cinq élections consécutives, jusqu'en 1988 lorsqu'il ne se représente pas.

Son expérience aidant, Wise est tout désigné pour remplir le rôle de porte-parole de l'Opposition en matière de production laitière et d'agriculture tout au long des années 1970. Il exerce ensuite ce rôle à l'égard des approvisionnements et services (1983-1984). Il met au point le programme et les politiques agricoles du Parti conservateur et préside le comité de l'agriculture du caucus en 1976. Wise est nommé ministre de l'Agriculture quand les Conservateurs de Joe Clark remportent la victoire en 1979 et forment pendant neuf mois un gouvernement minoritaire. Quatre ans plus tard, il est l'un des rares ministres de l'équipe Clark à reprendre le même portefeuille au sein du gouvernement majoritaire de Brian Mulroney.

Wise dirige le ministère de l'Agriculture pendant le premier mandat du gouvernement Mulroney, mais il décide d'abandonner la politique avant l'élection de 1988. Il continue à s'occuper de questions agricoles et siège présentement au conseil d'administration d'Amtelcom ; il est aussi président du CA de l'Association canadienne des exportateurs de bétail et de l'Association canadienne des exportateurs d'embryons. Il a vendu son troupeau de vaches laitières lors de son accession au Parlement, mais il demeure toujours à sa ferme située près de St. Thomas (Ontario).

Enjeux de l'industrie

Lorsque Wise entreprend son second mandat en 1984, l'industrie est dans l'une des pires conjonctures financières depuis les années 1930. Les taux d'intérêts atteignent des sommets et les prix du marché sont au plus bas ; cela, conjugué à la guerre commerciale que se livrent la Communauté européenne et les États-Unis à propos des céréales, crée des défis sans précédent pour les milieux agricoles. Le niveau élevé des indemnisations versées en raison des sécheresses, des inondations et des mauvaises récoltes dues aux conditions climatiques — notamment les paiements spéciaux consentis pour le grain canadien en 1986 et 1987 — constitue la réponse du gouvernement aux appels au secours de l'industrie. Wise a aussi pour défi de protéger les principes de la gestion de l'offre tout en mettant en oeuvre la politique de libre-échange de son gouvernement dans l'industrie agricole.

Évolution du ministère

En 1979, la Direction générale de la production et de l'inspection des aliments englobe la Direction générale de l'hygiène vétérinaire, dans le cadre d'une réorganisation destinée à renforcer les activités du ministère en matière de développement régional et de commercialisation. Les activités décentralisées d'inspection des plantes et des animaux sont alors intégrées à certaines activités touchant la production végétale et animale, les quarantaines et la surveillance des hippodromes.

Cette réorganisation a aussi pour effet de créer la Direction générale du développement régional et des affaires internationales, en amalgamant au développement agricole les services intergouvernementaux et internationaux, certaines activités de la production végétale et animale, et la Direction du développement agricole qui faisait partie de la Direction générale de la politique, de la planification et de l'économie. Un directeur du développement régional est nommé dans chaque province.

La Direction générale de la commercialisation et de l'économie voit le jour dans le but de promouvoir le commerce, priorité pour l'ensemble du gouvernement visant à favoriser le commerce international.

Réalisations du ministre

Sous la gouverne de Wise, le budget du ministère passe de 1 à 4 milliards $. « Nous avons investi beaucoup d'argent », dira-t-il plus tard.

- La *Loi sur l'examen de l'endettement agricole* (1986) crée dans chaque province un bureau d'examen de l'endettement agricole en vue d'aider les agriculteurs et de faciliter la prise de dispositions financières auprès de leurs créanciers en période de crise.

- Wise modifie la *Loi sur le crédit agricole* et renforce l'aide aux agriculteurs qui empruntent par l'intermédiaire de la Société du crédit agricole, en augmentant le financement et l'accessibilité de l'organisme. De nouveaux programmes à l'intention des agriculteurs réduisent aussi les taux d'intérêts, permettent de partager les risques hypothécaires et offrent des prêts basés sur les prix des produits agricoles.

- Les amendements à la *Loi sur la stabilisation des prix agricoles* (1985) augmentent le nombre de produits visés, haussent le plafond de l'aide et en modifient le calcul, et permettent les programmes de soutien régionaux. Le Programme tripartite de stabilisation procure un plan national de collaboration fédérale, provinciale et industrielle pour la stabilisation du revenu agricole.

- Le Programme canadien de réorientation des agriculteurs (1986) vient en aide aux familles obligées de renoncer à l'agriculture, en les aidant à se recycler ou en leur offrant la possibilité de participer à certaines initiatives telles que le Plan de recyclage des producteurs de tabac, pour diversifier leurs sources de revenu.

- La *Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles et à la commercialisation selon la formule coopérative* (1987) prévoit pour les particuliers et les coopératives des garanties de prêt touchant la transformation, la distribution et la commercialisation des produits.

- Le Programme de revitalisation du raisin (1987) améliore la concurrence des industries viticole et vinicole de l'Ontario et de la Colombie-Britannique.

- En 1986, après beaucoup de considération, Wise annonce une nouvelle politique laitière à long terme. Le programme quinquennal et ses engagements financiers pluriannuels rehaussent la stabilité du secteur de l'industrie laitière.

- Wise surveille l'établissement de nouvelles stations de recherche et de nouveaux laboratoires à Saint-Hyacinthe, Guelph, Calgary, Lethbridge, Brandon et London.

Fait notable

- Wise est président-fondateur honoraire de Conservation des sols Canada.

Agriculture et Agroalimentaire Canada | Agriculture and Agri-Food Canada

Ralph Ferguson

Du 30 juin 1984 au 16 septembre 1984

Ralph Ferguson

(1929-)

Lieu de naissance
Comté de Middlesex (Ontario)

Circonscription fédérale
Lambton-Middlesex (Ontario)

Études
Alvinston (Ontario)

Antécédents professionnels
Agriculteur ; membre-fondateur du Conseil national de commercialisation des produits agricoles ; membre de la Fédération de l'agriculture de l'Ontario ; cofondateur de la Lambton Pork Producers Association et défenseur de la Commission ontarienne de commercialisation du porc, vers la fin des années 1950 ; président de la Lambton County Egg Producers et participant à la création de la Commission ontarienne de commercialisation des oeufs, au milieu des années 1960 ; délégué de comté auprès de la Commission ontarienne des oeufs ; siège au sein d'associations de comté relatives au blé, à la fève blanche et à la fève soja

Appartenance politique
Libéral

Carrière politique

Ferguson est élu à la Chambre des communes en 1980 et, en mars, il devient secrétaire parlementaire du ministre d'État (Petites entreprises et Tourisme). Au début des années 1980, il est nommé secrétaire parlementaire du ministre des Finances et il est aussi whip adjoint du gouvernement.

Ferguson soutenait l'expansion du marché des exportations et avait pris part à quelques missions commerciales. Il encourage les organisations agricoles et les Libéraux à créer CANAGREX, la Société canadienne d'exportation des produits agricoles, à titre de société d'État en 1983. Ferguson est nommé ministre de l'Agriculture par John Turner, qui devient premier ministre et constitue son Cabinet en juin 1984, et le demeure jusqu'à la défaite électorale libérale trois mois plus tard.

Ferguson perd son siège à l'élection de 1984 mais il est réélu en 1988. En raison de son inquiétude face à la croissance de l'industrie dans l'agriculture aux É.-U. il devient un farouche adversaire du libre-échange avec les États-Unis. Il joue le rôle de porte-parole de l'Opposition en matière d'agriculture et porte-parole adjoint en matière de commerce international. Son apport continu à l'élaboration de politiques a amené le Parti libéral à adopter en 1970 une politique globale en matière d'agriculture. Il se retire de la politique en 1993 mais s'intéresse toujours activement à l'agriculture dans le sud-ouest de l'Ontario comme adepte de la conservation et promoteur des matériaux combustibles renouvelables et sans danger pour l'environnement.

Réalisations du ministre

En raison de la brièveté du passage de Ferguson à l'Agriculture, il est difficile d'identifier une marque particulière empreinte au ministère. L'industrie insistant de plus en plus pour la protection des obtentions végétales, Ferguson reconnaît le besoin de protéger les stocks de semences souches et aide donc à établir la première d'un nombre de banques de semences en milieu contrôlé à l'installation de recherche Morden. Il est mieux connu pour son travail ultérieur de recherche et d'études comparant les prix à la production et les prix à la consommation, ainsi que pour son lobbying contre la concentration des entreprises dans le circuit alimentaire canadien.

Agriculture et Agroalimentaire Canada | Agriculture and Agri-Food Canada

Donald Frank Mazankowski

Du 15 septembre 1988 au 20 avril 1991

Donald Frank Mazankowski

(1935-)

Lieu de naissance
Viking (Alberta)

Circonscription fédérale
Vegreville (Alberta)

Études
Viking (Alberta) ; Technical University of Nova Scotia (D.Eng. (Hon.), 1987) ; Université de l'Alberta (LLD (Hon.), 1993)

Antécédents professionnels
Concessionnaire d'automobiles et de machines agricoles dans une communauté rurale ; commissaire aux écoles séparées

Appartenance politique
Conservateur

« Nous recherchions le partenariat avec les agriculteurs et les provinces ... pour tâcher d'agrandir le gâteau et non que chacun s'arrache sa part. »
— Don Mazankowski, 1997

Carrière politique

La longue et éminente carrière de Mazankowski en politique fédérale commence par son élection aux Communes en 1968. Il est réélu député de Vegreville (Alberta) à l'occasion de six élections consécutives et siège au Parlement pendant 25 ans.

Lorsque les Conservateurs forment l'Opposition dans les années 1970, Mazankowski est président du caucus de 1973 à 1976 et coprésident tant du congrès au leadership de 1976 que de l'assemblée générale de 1981. Il est porte-parole de l'Opposition en matière de transports et président du comité conservateur sur les transports et les communications, de même que porte-parole dans le domaine des affaires gouvernementales et du développement économique. Il est brièvement ministre des Transports et responsable de la Commission canadienne du blé au sein du Cabinet de Joe Clark en 1979-1980.

En 1984, Mazankowski devient ministre des Transports et ministre suppléant de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie au sein du gouvernement majoritaire des Conservateurs. Il conserve les deux postes jusqu'en juin 1986. Il devient alors leader du gouvernement à la Chambre et président du Conseil privé, fonctions qu'il exerce respectivement jusqu'en 1989 et 1991. En 1986, il est aussi nommé vice-premier ministre, poste qu'il occupe jusqu'à sa retraite de la vie politique en 1993.

Mazankowski a été président du Conseil du Trésor (1987-1988), ministre chargé de la Privatisation et de la Réglementation (1988-1991) et ministre de l'Agriculture (1988-1991). Son dernier portefeuille est celui des Finances, qu'il détient de 1991 jusqu'à sa retraite. Tout au long de sa carrière au Cabinet, il siège à d'importants comités comme celui des priorités et de la planification, des opérations, de l'examen des dépenses, du Conseil du Trésor, de l'unité canadienne ainsi que de la sécurité et du renseignement. Mazankowski en vient, au fil du temps, à être qualifié de ministre touche-à-tout. Il reçoit le titre de Très Honorable en juin 1993.

Depuis sa retraite de la vie publique en octobre 1993, Mazankowski a été nommé au conseil d'administration de 11 grandes sociétés dans le domaine du commerce international. Il siège également au bureau des gouverneurs de l'Université de l'Alberta et est facilitateur du développement agricole et rural au sein du groupe de travail du gouvernement albertain pour la croissance économique.

Enjeux de l'industrie

Mazankowski renverse la tendance interventionniste des programmes de subventions antérieurs. En politique agricole, il privilégie l'approche axée sur le marché qui vise la valeur ajoutée. Les questions commerciales dominent au cours de son mandat. L'Accord de libre-échange canado-américain est mis en oeuvre afin d'améliorer notre accès au marché américain tout en protégeant les systèmes canadiens de gestion de l'offre.

Le Canada prend part également aux séries de négociations de l'Uruguay Round dans le cadre de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT), lequel incite les pays membres à procéder à une réforme globale de l'agriculture et à réduire à l'égard des produits agricoles les mesures ayant un effet de distorsion sur le marché. L'industrie canadienne est obligée de supprimer progressivement ses systèmes de soutien au cours des négociations sur les échanges multilatéraux. Ce mouvement, qui conforte Mazankowski dans la faveur qu'il accorde à la libéralisation du marché, est mal reçu par les producteurs et les organisations agricoles.

Évolution du ministère

En 1989, à l'issue de l'examen effectué par un groupe de travail sur l'industrie, le ministère met au point une politique globale qu'il publie sous le titre de *Partenaires dans la croissance : une vision de l'industrie agroalimentaire canadienne*. Cette politique repose sur les quatre piliers de l'agriculture canadienne dans les années 1990 : orientation sur le marché, diversité régionale, accroissement de l'autonomie et durabilité environnementale. Un examen parallèle du mandat du ministère débouche sur une étude approfondie de la réglementation et du processus de consultation de l'industrie afin de consolider et de parfaire les activités ministérielles futures. Des études d'évaluation du risque dans l'alimentation établissent les priorités du ministère en matière d'échantillonnage. L'évaluation des pratiques des partenaires commerciaux du Canada jette les bases des prochaines améliorations dans l'inspection des aliments.

Le Budget de 1991 crée un organisme d'exploitation spécial pour s'acquitter des responsabilités du ministère dans la surveillance des hippodromes.

Réalisations du ministre

- La *Loi sur la protection du revenu agricole* (1991) favorise la stabilité financière des milieux agricoles en réunissant les éléments de divers programmes de protection du revenu agricole dans le cadre d'une stratégie globale. Le Régime d'assurance-revenu brut (RARB) prévoit le soutien des prix et la protection des récoltes, tandis que le Compte de stabilisation du revenu net (CSRN) assure aux producteurs un revenu agricole stable.

- Le Projet de développement agroalimentaire canadien (1989) finance la diversification industrielle et l'innovation, comme en témoigne, en Colombie-Britannique, la mise sur le marché de croustilles de pomme.

- Le Programme d'innovation en matière de produits laitiers de la Commission canadienne du lait (1989) vient assouplir le système national de gestion de l'offre pour l'industrie en ajoutant aux quotas provinciaux une certaine quantité de lait destinée à lancer des produits innovateurs sur le marché intérieur.

- Dans le cadre du programme national de conservation des sols, des ententes sont conclues avec presque toutes les provinces afin d'encourager la coopération fédérale-provinciale dans la gestion de l'amélioration des sols.

- Les modifications apportées à la *Loi sur l'assurance-récolte* (1990) haussent le plafond des montants assurables et offrent plus de souplesse en ce qui concerne le rendement moyen et les paiements de soutien.

- De nouveaux droits sont établis à l'égard des obtentions végétales pour leur garantir une protection, accorder des redevances aux obtenteurs de nouveautés végétales et encourager la recherche et le développement dans le secteur privé.

Agriculture et Agroalimentaire Canada | Agriculture and Agri-Food Canada

William Hunter McKnight

Du 21 avril 1991 au 4 janvier 1993

William Hunter McKnight

(1940-)

Lieu de naissance
Elrose (Saskatchewan)

Circonscription fédérale
Kindersley-Lloydminster (Saskatchewan)

Études
Elrose (Saskatchewan)

Antécédents professionnels
Agriculteur

Appartenance politique
Conservateur

« En 1977 et 1978, j'en ai eu assez ... J'ai voulu faire quelque chose pour ma province et, je dirais, pour le Canada, et j'ai décidé que j'allais bel et bien me présenter aux élections. »
— Bill McKnight, lors d'une entrevue en 1988

Carrière politique

Après trois ans à la présidence du Parti conservateur de la Saskatchewan, de 1974 à 1977, McKnight est élu député de Kindersley-Lloydminster en 1979. Il est réélu au cours des trois élections fédérales suivantes.

Quand les Conservateurs arrivent au pouvoir en 1984, McKnight est nommé ministre du Travail et ministre responsable de la Société canadienne d'hypothèques et de logement. En 1986, il change de portefeuille et devient ministre des Affaires indiennes et du Nord. À ces fonctions s'ajoutent, en 1987, celles de ministre responsable de la Diversification économique de l'Ouest.

McKnight quitte ces portefeuilles pour la Défense en 1989, et change encore de fonctions en 1991 lorsqu'il succède à Don Mazankowski comme ministre de l'Agriculture. Sa réputation est celle d'un ministre honnête, compétent et qui a les deux pieds sur terre.

Son dernier poste au Cabinet est celui de ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources, de janvier à octobre 1993. Il se retire de la politique fédérale avant les élections de 1993.

McKnight est aujourd'hui président de NAFTA Trade Consultants Inc. et de Anvil Range Mining Corp. Il fait aussi partie du conseil d'administration de cinq entreprises commerciales et a été, en 1995, consul honoraire en Équateur.

Enjeux de l'industrie

Les questions commerciales, notamment celles qui découlent de l'Accord de libre-échange nord-américain et de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, de même que les différends sectoriels continuent à influer sur le développement du marché international.

Les groupes industriels consultent le gouvernement pour trouver des moyens de rationaliser les activités gouvernementales et d'harmoniser les règlements fédéraux et provinciaux tout en offrant aux entreprises agroalimentaires le soutien dont elles ont besoin pour livrer une concurrence internationale.

Évolution du ministère

Pendant le mandat de McKnight, le ministère continue à se concentrer sur les quatre piliers fixés par son prédécesseur Mazankowski : orientation sur le marché, diversité régionale, accroissement de l'autonomie et durabilité environnementale. La consultation approfondie de l'industrie continue à façonner l'examen des programmes et de la réglementation au sein du ministère.

Réalisations du ministre

La Stratégie de conquête des marchés, annoncée en novembre 1992, finance les initiatives de développement du marché adoptées par l'industrie, notamment celles qui visent les produits à valeur ajoutée. D'un bout à l'autre du Canada, les contacts en matière de commerce régional permettent de coordonner l'information qui aide le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international à résoudre les différends commerciaux à l'échelle mondiale. Les spécialistes de l'agroalimentaire affectés dans les ambassades canadiennes où le marché présente un intérêt stratégique s'efforcent de trouver des débouchés aux exportations canadiennes et de fournir des renseignements sur les marchés.

Un comité consultatif de l'exportation, dirigé par l'industrie, émet des propositions touchant la stratégie commerciale et l'intégration des ressources gouvernementales en vue de la politique commerciale et du développement des marchés. En partenariat avec l'industrie canadienne des viandes, le ministère met au point des programmes de formation internationaux pour sensibiliser les clients étrangers aux produits canadiens de viande rouge et accroître la demande.

McKnight dépose aux Communes un projet de loi pour permettre aux divers groupes sectoriels de prélever une certaine somme sur les ventes intérieures et les importations en vue de financer leurs activités de recherche et de promotion.

Le Programme national de la gestion d'entreprise agricole dégage des crédits fédéraux annuels de 10 millions $ conjugués à des crédits provinciaux équivalents afin d'améliorer la compétitivité du secteur agricole en offrant aux producteurs une formation dans les domaines de la commercialisation, de la promotion, de la comptabilité et de l'informatique.

Agriculture Canada consacre 7 millions $ à la recherche-développement dans le cadre du Plan d'action sur l'éthanol afin de réduire le coût de production de l'éthanol et d'établir un marché prometteur pour les combustibles renouvelables dérivés des produits agricoles.

McKnight contribue à mettre en oeuvre l'Initiative du Plan vert pour un environnement durable en agriculture. Dans le cadre de cette initiative, 170 millions $ sont attribués en l'espace de six ans à des programmes destinés à promouvoir dans le secteur agroalimentaire des pratiques favorables à l'environnement. Les provinces assument avec le gouvernement fédéral le coût de ces programmes.

Fait notable

- McKnight partage un appartement avec Don Mazankowski pendant leur séjour à Ottawa à titre de collègues députés et ministres.

Agriculture et Agroalimentaire Canada | Agriculture and Agri-Food Canada

Charles James Mayer

Du 4 janvier 1993 au 4 novembre 1993

Charles James Mayer

(1936-)

Lieu de naissance
Saskatoon (Saskatchewan)

Circonscription fédérale
Portage-Marquette/Lisgar-Marquette (Manitoba)

Études
Université de la Saskatchewan (B.Sc., 1964)

Antécédents professionnels
Exploitant d'une ferme mixte ; président de la Manitoba Beef Growers Association ; membre de l'Organisation professionnelle des agriculteurs du Manitoba et de l'Association canadienne des éleveurs de bovins ; membre du Manitoba Institute of Agrologists et de l'Institut agricole du Canada

Appartenance politique
Conservateur

« Je ne pense pas que les consommateurs et contribuables canadiens connaissent la puissance de cette industrie. Nous avons besoin de meilleurs vendeurs et communicateurs. »
— Charlie Mayer, 1997

Carrière politique

Mayer est élu à la Chambre des communes en 1979 pour représenter Portage-Marquette. Il est réélu en 1980 et 1984 dans cette circonscription, puis en 1988 dans la circonscription de Lisgar-Marquette. À titre de député, il collabore avec le ministre de l'Agriculture John Wise comme conseiller en politique agricole et il est président du caucus conservateur du Manitoba.

Avant de devenir ministre de l'Agriculture, Mayer occupe au Cabinet divers postes subalternes qui sont tous reliés en quelque sorte à la politique agricole. En 1984, il est nommé ministre d'État chargé de la Commission canadienne du blé et ministre responsable de la liaison avec le secteur coopératif canadien. Ses fonctions sont légèrement modifiées en 1987 lorsqu'il devient ministre d'État chargé des Céréales et Oléagineux. En 1989, s'ajoute à ces tâches celle de ministre responsable de la Diversification économique de l'Ouest.

En janvier 1993, Mayer devient ministre de l'Agriculture, des Petites collectivités et des Régions rurales. Lors du remaniement ministériel de Kim Campbell, en juin 1993, il reçoit le titre de ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire.

Mayer est défait à l'élection fédérale de 1993. Il demeure actif dans le domaine agricole, occupe la présidence de la Manitoba Crop Insurance Corporation et siège au conseil d'administration de Canada Bread.

Enjeux de l'industrie

Le ministère et les organisations industrielles déploient énormément d'efforts afin d'insérer les produits agricoles dans l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT). Puisque la prospérité des agriculteurs canadiens dépend des exportations, les négociations commerciales constituent une priorité de tout premier ordre. Pour Mayer, les négociations du GATT visent à permettre aux agriculteurs de « livrer concurrence sur la qualité et le prix et non sur l'importance du Trésor de leur gouvernement ».

Évolution du ministère

Le mandat du ministère est officiellement révisé et élargi en fonction des examens courants touchant la réglementation et les programmes. En parallèle, la diminution des dépenses gouvernementales et des compressions de 10 % dans les crédits consentis au ministère amènent un climat de restriction.

En collaboration avec l'industrie, le ministère procède à un examen approfondi de la réglementation et révise ses règlements devenus désuets. Huit projets pilotes permettent de réduire les chevauchements entre les organismes d'inspection fédéraux et provinciaux. Le Programme d'amélioration de la salubrité des aliments fait la promotion, dans les établissements enregistrés auprès du gouvernement fédéral, des nouvelles normes internationales d'inspection HACCP (Analyse des risques et maîtrise des points critiques). Le ministère ramène à cinq ses sept directions générales afin de rationaliser ses frais marginaux. Il réduit également les échelons administratifs et lance une étude régionale dans le but d'améliorer son service à la clientèle dans l'ensemble du Canada.

En matière d'inspection des aliments, les activités et le personnel qui relevaient des ministères de la Consommation et des Affaires commerciales ainsi que de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie sont, après juin 1993, fusionnés au sein de la Direction générale de la production et de l'inspection des aliments. Désormais, le ministère porte un nouveau nom, celui d'Agriculture et Agroalimentaire Canada, qui reflète le nouvel accent mis sur la collaboration avec l'industrie alimentaire et les producteurs agricoles.

Réalisations du ministre

Mayer estime qu'il y a trop de réglementation gouvernementale dans certains secteurs de l'industrie. Il modifie la politique de commercialisation des grains et annonce que les agriculteurs peuvent maintenant vendre leur orge indépendamment de la Commission canadienne du blé. Même si cet écart à la façon habituelle de procéder est renversé par la suite, il signifie pour l'instant que les agriculteurs peuvent commercialiser leurs produits auprès de leurs clients américains.

Mayer forme un comité d'examen des paiements aux producteurs, qui doit lui recommander des moyens de transférer aux agriculteurs les subventions accordées aux chemins de fer pour le transport des céréales. Les chemins de fer touchaient annuellement 520 millions $ au titre de la subvention du Nid-de-Corbeau. Le gouvernement n'étant pas en mesure d'investir de l'argent nouveau pour subventionner les céréales, il cherche de nouvelles façons de soutenir les agriculteurs.

Le Programme canadien de diversification du revenu de l'entreprise agricole procure aux familles agricoles ayant un revenu inférieur à la moyenne une somme de 25 millions $ sur trois ans sous forme de counselling, de formation et d'aide au développement des entreprises.

Mayer s'occupe aussi de renouveler et d'élargir le mandat de la Société du crédit agricole pour y inclure le financement des activités de diversification du revenu agricole, de la transformation à valeur ajoutée et des producteurs à temps partiel.

Agriculture et Agroalimentaire Canada

Agriculture and Agri-Food Canada

Ralph Goodale

Du 4 novembre 1993 au 11 juin 1997

Ralph Goodale

(1949-)

Lieu de naissance
Regina (Saskatchewan)

Circonscriptions fédérales
Assiniboia, Regina-Wascana (Saskatchewan)

Études
Université de Regina (BA, 1971) ;
Université de la Saskatchewan (LLB, 1972)

Antécédents professionnels
Admis au Barreau de la Saskatchewan en 1973, membre de la Law Society of Saskatchewan ; collaborateur spécial du ministre de la Justice et Procureur général du Canada (1973-1974) ; exploitant d'une ferme familiale jusqu'en 1975 ; collaborateur aux informations et affaires publiques de Radio-Canada (1968-1972)

Appartenance politique
Libéral

Carrière politique

Goodale est élu à la Chambre des communes en 1974 pour représenter la vaste circonscription rurale d'Assiniboia. Au cours des cinq années suivantes, il exerce diverses fonctions dont celles de secrétaire parlementaire de nombreux ministres, notamment le ministre des Transports, le ministre responsable de la Commission canadienne du blé, le président du Conseil privé et le vice-premier ministre.

À titre de secrétaire parlementaire du ministre responsable de la Commission canadienne du blé, Goodale pilote au Parlement, en 1976, le Programme de stabilisation concernant le grain de l'Ouest. Entre 1974 et 1979, il est aussi vice-président du comité permanent des Communes sur l'agriculture, vice-président du comité mixte spécial du pipeline du Nord, whip adjoint du gouvernement et président du caucus libéral des Prairies.

En 1981, Goodale est choisi chef du Parti libéral de la Saskatchewan. Il est élu député d'Assiniboia-Gravelbourg à l'élection provinciale de 1986. Il abandonne la politique provinciale pour se porter candidat libéral dans Regina-Wascana au scrutin fédéral de 1988, mais il est battu.

Durant les cinq années suivantes, Goodale s'éloigne de la politique et travaille comme directeur des affaires réglementaires et secrétaire général de la Compagnie d'assurance-vie Pioneer et de Pioneer Lifeco Inc., deux institutions financières ayant leur siège à Regina, puis comme secrétaire général de La Souveraine, Compagnie d'assurance-vie.

À sa réélection en tant que député fédéral de Regina-Wascana en octobre 1993, il est nommé ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire. À l'issue du remaniement ministériel de janvier 1996, il devient aussi président du comité du Cabinet chargé de la politique du développement économique.

Réélu en 1997, Goodale est muté au portefeuille des Ressources naturelles. Il est toujours ministre responsable de la Commission canadienne du blé.

Enjeux de l'industrie

Le mandat de Goodale coïncide avec les compressions budgétaires dans l'ensemble des programmes et services gouvernementaux ainsi que l'expansion rapide du marché des exportations et de la technologie de l'information dans le secteur agricole. Le gouvernement libéral s'efforce de comprimer ses dépenses et de réduire le déficit, ce qui abaisse le niveau de l'aide financière et administrative que le ministère est à même d'offrir aux producteurs et aux transformateurs. Par contre, le raffermissement du prix mondial des céréales rend moins essentiel le soutien gouvernemental.

Les missions commerciales d'Équipe Canada et l'amélioration des renseignements commerciaux obtenus grâce aux nouveaux

services de soutien en ligne contribuent à créer des possibilités pour l'innovation dans la production et la commercialisation. Les séries de négociations de l'Uruguay Round, sous l'égide du GATT, se terminent en décembre 1993 et les décisions entrent en vigueur en août 1996. La création de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) ouvre pour les agriculteurs et les entrepreneurs agroalimentaires du Canada de nouveaux débouchés sur le marché international.

Évolution du ministère

À la suite du Budget de 1995, les services fédéraux d'inspection des aliments sont fusionnés en un nouvel organisme : l'Agence canadienne d'inspection des aliments (ACIA). Le ministère s'attaque au défi de transformer ses services d'inspection, relevant jusqu'alors de la Direction générale de la production et de l'inspection des aliments, en une organisation qui chapeaute également les responsabilités en matière d'inspection ainsi que les fonctionnaires qui relevaient auparavant de Santé Canada et du ministère des Pêches et des Océans.

En 1995, en collaboration avec Affaires étrangères et Commerce international Canada, le ministère crée le Service d'exportation agroalimentaire (SEA) afin de donner aux exportateurs un accès rapide aux programmes gouvernementaux, aux renseignements sur les marchés, aux règlements commerciaux et à d'autres genres de soutien. L'industrie se fixe un objectif de 20 milliards $ par année à l'égard des exportations agricoles à compter de l'an 2000. En 1996, le secteur exporte pour 19,95 milliards $ de produits agroalimentaires.

Le Secrétariat rural est établi pour coordonner le travail des ministères et organismes fédéraux axés sur la relance économique des communautés rurales.

Réalisations du ministre

- La *Loi sur les programmes de commercialisation agricole* (en vigueur en 1997) remplace quatre programmes. Elle permet une gestion plus efficace des avances de fonds sans intérêt destinées à aider les producteurs à commercialiser leurs produits.

- L'abolition tant des subventions du Nid-de-Corbeau pour le transport du grain des Prairies (*Loi sur le transport du grain de l'Ouest*) que de l'aide au transport des céréales fourragères à l'extérieur des Prairies (1995) favorisent l'efficacité et l'autonomie dans les secteurs des céréales et du bétail. Le paiement forfaitaire de 1,6 milliard $ ainsi que les crédits d'ajustement supplémentaires de 300 millions $ étalés sur trois ans aident les anciens prestataires à s'adapter et à investir dans de nouvelles possibilités.

- Le Groupe d'experts sur la mise en marché du grain de l'Ouest consulte l'industrie et propose des moyens de moderniser la direction de la Commission canadienne du blé, d'assouplir les activités et les services de la Commission et d'offrir aux agriculteurs un plus vaste éventail d'options pour la mise en marché de leurs céréales. En tant que ministre responsable de la Commission, Goodale travaille toujours à faire modifier la *Loi sur la Commission canadienne du blé* en fonction des recommandations que lui a faites le groupe d'experts en juillet 1996.

- Le leadership exercé par Goodale permet au gouvernement canadien de faire valoir ses principes devant le comité chargé de résoudre le différend lors de la contestation américaine de la gestion de l'offre en vertu de l'Accord de libre-échange nord-américain. Le comité reconnaît le droit du Canada d'imposer des droits de douanes à l'égard de certaines importations des États-Unis.

- Le Fonds canadien d'adaptation et de développement rural (1996) prévoit le versement de crédits annuels de 60 millions $ aux programmes nationaux et régionaux de développement rural et de diversification communautaire.

- Le Programme de partage des frais pour l'investissement en R&D permet au ministère de faire une mise équivalente à celle de l'industrie dans des projets de recherche scientifique entrepris en collaboration. Au premier semestre de 1997, plus d'un millier d'ententes sur des projets de recherche-développement de l'ordre de 42 millions $ ont été conclues.

CAL/BCA OTTAWA
3 9073 0022

CAL/BCA OTTAWA
3 9073 0022